

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal, Lentente 656-02.

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENT	
FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 120 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 60 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 30 fr.
Chèque postal Lentente 656-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Le Condor des Alpes

Les thuriféraires et les profiteurs de cette invention bourgeoise, de cette machine à décevoir le peuple, qu'on appelle Suffrage Universel, s'indignent, avec de grands mots, de l'élection du baron de Rothschild dans les Hautes-Alpes !

Certes, ce n'est pas ici que nous prendrons la défense du bonhomme chamarré d'or, coulé de billets de banque, du chèque vivant qui vient de faire un beau virement dans l'urne magique où l'électeur jette son torchon de papier.

Ce n'est pas le *Libertaire* qui fera brûler même une goutte d'encens devant ce Veau d'or de la Bourse, dont la fortune est une honte et dont les libéralités ne représentent même pas une once de la restitution exigible d'un pareil sire.

Mais, tout de même, quelle belle leçon de choses, quelle admirable dépréciation, quel superbe avilissement du dogme électoral, que la randonnée corruptrice et le triomphe final de ce baron aux poches pleines, au portefeuille gonflé, que les roubards de ces montagnes ont surnommé : le Condor des Alpes !

Il n'a fait que réaliser, que faire entrer dans le domaine immédiatement actuel et pratique, ce que les autres, les faméliques et les ambitieux, promettent toujours dans des discours lunaires, dans des phrases ronflantes, dans des périodes qui montent et s'éteignent comme de fallacieux feux d'artifices.

Cet oiseau de proie aux ailes couvertes de numéraire, au bec doré, aux griffes d'argent, a matérialisé la hideur indélébile du Suffrage universel.

Il a fait la preuve par neuf que ce monstre de papier était corrupteur en lui-même et portait en ses flancs le chancre rongeur qui le ruinera et le détruira un jour.

Tu veux boire, électeur ? Bois jusqu'à plus soif, et saoule-toi la gueule !

Tu veux une vache, électeur ? En voici une, avec son veau !

Ta femme est morte, électeur ? Voilà cent balles pour la bière et cent balles pour le curé !

Ta maîtresse veut un bouquet, électeur, avec des roses de Nice ? Je te le paye à beaux deniers !

Tes gosses veulent des billes, électeur ? En voici de pleins sacs !

Il établit son G. Q. G. électoral à Gap. Tout le département accourt.

Du balcon de l'hôtel, il montra à la foule des billets de mille et, après en avoir fait, à l'instar du Christ, la multiplication en coupures de 20, de 10 et de 5 balles, il les fit lancer par poignées !

Le spectacle était admirable, et les dévots du suffrage universel avaient l'air d'assister à un miracle !

Il offrit des digues, il offrit des ponts, il offrit tout ce que le plus riche Crésus du monde peut offrir à Démos émerveillé !

Les autres, ceux qui s'indignent avec des airs pudiques de pleureuses et qui remplissent de larmes leur urne d'amour, ceux-là avaient promis la vie moins chère, le pain abordable, l'amnistie sans restrictions, et maintenant, ils viennent tenir séance de jour et de nuit, mais la vie devient plus dure, le pain augmente, et les misérables emprisonnés hurlent du front les murs de leur cellule, meurtris par un espoir déçu, par un espoir mensonger qui augmente leur martyre !

Le Condor des Alpes est, certes, une crapule sans vergogne, mais les nantis du Suffrage universel sont des menteurs avérés, impudents, et si l'or du baron est un or corrompeur, leurs paroles fausses sont corruptrices, leurs promesses non tenues sont des abus de confiance !

Cet hurluberlu, qui sera bien à sa place au milieu d'eux, avait promis aux montagnards une digue pour arrêter le vent !

Nous, libertaires et réfractaires, il faut que nous élevions une digue avec tous les dégoûts, avec toutes les saintes haines, avec tous les désespoirs, pour arrêter le torrent boueux de l'élection, le fleuve immonde des appétits et des ruses, et que cette digue soit si forte, construite d'un tel ciment, que nulle puissance capitaliste ne puisse l'ébranler !

Allons, saute, Baron, déploie tes ailes d'or, ô Condor des Alpes ! et viens te poser sur ton perchoir, au palais des meneries ! Tu seras à la vraie place, parmi les perroquets et les serins, et on trouvera bien un portefeuille pour tes serres avides !

Guy SAINT-FAL.

L'acquittement du capitaine par ses pairs

Dans la salle du conseil de guerre, basse et humide, un rayon de soleil pénètre, joue sur la panse rebondie de l'avocat bécheur, puis se promène sur le front bas des galonnés. Quel effort d'attention ! Ils jugent un des leurs, le capitaine Rouhier, qui tua d'un coup de revolver son concierger et créancier, le flic Jacquinet.

Cas de conscience. Qui est-ce qui l'emportera ? La police ou l'armée ? Il faut choisir entre ces deux soutiens de l'ordre social.

Bien vite, c'est l'armée qui l'emporte. Rien n'y manque. Rapport d'un expert qui conclut à la responsabilité atténuée de l'inculpé, tout en déclarant sans rougir qu'il eût jugé le même homme responsable s'il se fût agi d'une désertion.

Témoignage attendrissant de la poule de luxe, compagne de l'inculpé, qui éblouit le conseil par sa robe à la dernière mode et par son visage de vieille combattante.

Lettre élogieuse du colonel se solidarissant avec son « cher camarade ».

Le cher camarade a l'air d'un poisson de la haute et l'on a l'impression que des scènes scandaleuses devaient se passer dans l'entresol de la rue Léon-Delebe. Quelle combine douteuse devait lier ce flic créancier et concierger et ce locataire débiteur !

Le commissaire du gouvernement annonce un réquisitoire modéré. Des bribes de droit saisi dans des manuels s'y mêlent au mépris de toute logique. Malgré un rhume de cerveau qui a osé s'attaquer au nez d'un colonel, on perçoit que pour l'accusation le crime le plus grand de l'inculpé fut d'emprunter de l'argent à un inférieur.

La défense est représentée par deux avocats, M^{rs} Henri Géraud et M^{rs} Léandri. Ce dernier est le plus cocasse défenseur que j'aie jamais vu. Un ancien avocat bécheur de la rue du Cherche-Midi devenu avocat tout court. Il prend la parole et aussitôt c'est une étarde de mots ou revient comme un refrain : patrie... grand soldat... grand cœur... Verdun... héroïsme. On dirait un article de *l'Echo de Paris*.

C'est le même Léandri qui, il y a quelques semaines, demandait deux ans de travaux publics pour un déserteur qu'il était censé défendre.

M^{rs} Henri Géraud, lui, plaide avec charisme, finesse et talent. Sa longue barbe ondule et sa voix est insinuante et sonore. Il est humain, surtout après le couard Léandri.

Après quelques minutes de délibération, pour la forme, les galonnés rapportent l'acquittement d'un des leurs. L'armée est sauvée.

Mais toi, pauvre soldat, crève à Biribi.

LE FAIT DU JOUR

Justice de classe !

Attaqué en pleine rue par des fascistes, le jeune anarchiste Castagna, en évident état de légitime défense, tira un coup de revolver et abat un sous-chef parisien de la bande mussolinienne : le jury de la Seine le condamne à sept ans de réclusion.

Le capitaine d'artillerie Rouhier, décoré de la Légion d'honneur, a des affaires d'argent avec son concierger, l'agent de ville Jacquinet. Au cours d'une discussion violente à son domicile, le capitaine répond à un coup de poing par trois coups de revolver. Le flic est tué. Passant, hier, devant le conseil de guerre de Paris, le capitaine Rouhier est acquitté.

Nous ne protesterons pas contre le jugement qui a absous l'officier. Anarchistes, nous ne voulons pas plus de la répression légale contre nos ennemis que contre nos amis. Et, en outre, nous ne pleurons pas sur la carcasse démantibulée de la brute de police.

Mais qu'on nous permette seulement de comparer les deux verdicts : l'anarchiste condamné ; l'officier acquitté.

Et maintenant, supposez qu'un des nôtres, un simple prolétaire, un quelconque locataire de faubourg, ait, tout comme le capitaine Rouhier, descendu à coups de rigolo son flic de pipelet parce qu'il venait lui réclamer de l'argent (son terme, par exemple), croyez-vous qu'on eût trouvé des juges pour l'absoudre ?

Hélas ! il eût été bel et bien condamné à mort, ça ne fait pas l'ombre d'un doute.

Telle est la justice de classe. Elle est la négation même du concept de justice. Aussi les anarchistes n'accordent-ils leur confiance à aucun tribunal. Ils se refusent à reconnaître la compétence des hommes de loi qui ont la prétention stupide de trancher en quelques minutes d'audience toute la destinée d'un être. A plus forte raison, ils ne commettent jamais la sottise de s'ériger eux-mêmes en juges. Les anarchistes restent avec la Vie contre le Code et contre les prisons et les supplices qui en découlent.

DE LA TERRE POUR LES PAUVRES ?

Le parti radical argentin aurait l'intention de déposer au Congrès un projet de loi demandant l'expropriation des grands domaines qui seraient divisés en parcelles et partagés entre les citoyens pauvres.

Cela est bien ; mais c'est toute la terre qu'il faudrait donner au paysan, et l'usine à l'ouvrier, sans quoi rien ne sera changé dans notre société, qui restera sous la coupe du capital et de l'exploitation.

Un formidable cyclone ravage les côtes de l'Atlantique

MAISONS RENVERSEES — NAUFRAGES DES CENTAINES DE VICTIMES

New-York, 27 août. — Un formidable cyclone, accompagné d'une pluie violente, a balayé la côte de l'Atlantique. Le port de New-York est encombré de navires qui sont venus y chercher un abri contre la tempête.

La pluie et un brouillard très dense ont désorganisé le trafic à New-York. De nombreux accidents d'automobiles, dont plusieurs mortels, en ont été la conséquence. L'Observatoire, qui prévoit une tempête plus violente encore, en a avisé le public.

LE DESASTRE EN VIRGINIE

New-York, 27 août. — Des messages de Virginie et des deux Carolines annoncent que des montagnes d'eau ont brisé les jetées.

Les vagues énormes qui se sont précipitées sur l'île d'Ocracoke, dans le détroit de Pamlico, y ont causé de grands ravages ; des centaines de maisons ont été détruites et plusieurs bateaux ont sombré. Il y aurait d'innombrables victimes. Des secours ont été envoyés immédiatement.

NAUFRAGES EN MER

Un vapeur américain qui avait recueilli les signaux de détresse d'un quatre-mâts en vue de la côte de Floride n'a pu le secourir.

Les navires de tous les ports de l'Atlantique ont retardé leur départ en raison du mauvais temps.

Il faut libérer Bassaler

Le 13 août, à l'issue du meeting tenu au Cercle Franklin, les inscrits maritimes adhérant encore à la vieille C. G. T., décidèrent de se porter au siège du syndicat réformiste, pour obliger le secrétaire Le Gonidec à démissionner. En cours de route, en descendant le Cours de la République, ils rencontrèrent, assis à la terrasse d'un café et les narguant, l'ex-secrétaire du syndicat confédéré, le sieur Montagne.

Il n'en fallut pas plus pour déchaîner la juste colère des marins et, ceux-ci, s'emparant du régal, lui administrèrent une volée dont il conservera longtemps le cuisant souvenir.

Ensuite, les inscrits allèrent devant le siège de leur syndicat mais ils se heurtèrent aux forces de police qui, par une amère ironie du sort, dirent protéger un secrétaire syndical contre ses propres syndiqués.

Or, le lendemain de cette affaire, les sieurs Montagne et Le Gonidec, pour se venger des grévistes, désignèrent à la police le camarade Bassaler, trésorier de l'Union des syndicats des Marins de France. A la suite de la plainte déposée par les chefs réformistes, un mandat d'arrêt était lancé contre Bassaler et, le 15 au matin, celui-ci fut mis en état d'arrestation. Ainsi, sur la simple dénonciation d'individus dont le passé est des plus louches et qui sont de véritables agents provocateurs, on se permet d'attenter à la liberté d'un innocent et de le maintenir en prison, car le camarade Bassaler est absolument innocent et ne saurait être tenu pour responsable des incidents qui se sont produits et de la correction infligée à un traître et à un gredin de la pire espèce.

En effet, au moment où le régal Montagne était mis à mal par les inscrits et où Le Gonidec était assiéger par ses propres troupes, notre camarade se trouvait à son occupation habituelle et remplissait ses fonctions de trésorier au siège de l'Union Syndicale des Marins.

Mais ne faut-il pas à la justice bourgeoise des victimes ? Et pour cela, elle ne recule devant aucun moyen, devant aucune ignominie.

Se servant du crime de complicité morale, la police peut arrêter n'importe qui et à n'importe quel moment. Il suffit que l'on soit dans la ville à l'heure où les incidents et les événements se sont produits.

Nous ne pouvons tolérer un tel mépris du droit et de la liberté des individus. Notre camarade Bassaler est innocent et il doit être relâché sans tarder.

C'est déjà trop de l'avoir maintenu en prison depuis 14 jours, sur la simple dénonciation d'agents provocateurs.

Aussi, exigeons-nous sa libération immédiate.

Mussolini sévit contre la presse

Une dépêche de Rome nous apprend que le préfet de Rome a fait saisir le *Popolo*, pour « un article susceptible de surexciter les esprits et de troubler l'ordre public ».

Dans cet article, le *Popolo* reprochait à la presse gouvernementale de vouloir faire l'obscurité sur les circonstances de la découverte des restes de Matteotti. Dans un autre, il qualifiait les auteurs du délit d'association de malfaiteurs.

Les mesures de Mussolini trahissent sa peur de la lumière.

LA VIE CHÈRE

Du mandataire au détaillant

Quelles sont les causes de la vie chère ? Si nous nous adressons au producteur, celui-ci proteste de son honnêteté et de sa bonne foi, et accuse l'intermédiaire d'être responsable de la hausse constante du prix des denrées. Le mandataire, lui, déclare se contenter d'un bénéfice modeste, et reproche au gouvernement et au Parlement de provoquer la cherté de la vie par les nombreux impôts qui viennent s'ajouter fatalement à la valeur des marchandises ; et nous avons entendu il n'y a pas bien longtemps un député de gauche arguer à la tribune de la Chambre, que le responsable était le consommateur, consentant à payer des prix prohibitifs. Quant au petit commerçant ou détaillant il jure ses grands dieux qu'il est innocent de tout ce déséquilibre, et que le bénéfice dont il se contente lui permet tout juste de couvrir ses frais, et de vivre bien poliment.

Qu'y a-t-il de vrai dans toutes ces affirmations ? En commençant de bas en haut de l'échelle commerciale, nous allons essayer de faire un tableau comparatif entre les prix de gros et les prix de détail.

N'ayant pas, ainsi que les journaux de gauche ou d'extrême-gauche, à ménager certains éléments électoraux, et ne cherchant qu'une chose : les causes de la vie chère ; nous n'hésitons donc pas à affirmer que le petit détaillant, tout autant que le gros, spéculait honteusement sur la misère humaine, et ne fait pas preuve d'une rapidité moins grande.

Nous disions avant-hier qu'aucun commerçant ne travaillait aujourd'hui à moins de 30 0/0, et nous étions au-dessous de la moyenne. Sur les aliments les bénéfices atteignent parfois 50 et 60 0/0, et le gouvernement ne l'ignore pas ; mais loin de prendre des mesures, il encourage ces manœuvres, et assiste impuissant aux difficultés grandissantes de la classe ouvrière que l'on grise de mots et de promesses.

Faisons pour Paris, ville amplement approvisionnée, un tour aux Halles centrales, et nous serons étonnés des prix des marchandises, si nous les comparons à ceux auxquels elles nous sont livrées.

Nous ne nous attarderons pas aux premiers ou aux aliments de luxe inabordable à la bourse prolétarienne, mais à la nourriture commune, indispensable à la vie quotidienne du travailleur.

La pomme de terre rouge était cotée hier 38 francs les 100 kilos, soit un peu moins de quatre sous la livre, et cependant il est impossible de se la procurer chez le fruitier à moins de 80 centimes le kilo. Ce dernier réalise donc un profit supérieur à 50 0/0 sur une marchandise de vente courante, de vente forcée pourrait-on dire, et qui est la base de l'alimentation de la classe ouvrière.

Que fait le gouvernement pour remédier à un tel état de chose ? Rien !

Tous les légumes sont livrés aux consommateurs majorés par ce même bénéfice scandaleux. Les flageolets, qui se vendent un franc la livre sont cotés 90 francs les 100 kilos aux Halles centrales. Pour les fruits, même disproportion. Il se vend chez le mandataire du raisin à 90 francs les 100 kilos, et il n'est pas possible de s'en procurer à moins de 1 fr. 25 ou 1 fr. 50 la livre au détail.

Pour ce qui est la viande, c'est la même chose sinon pis. Les morceaux les plus coûteux sont vendus 850 francs les 100 kilos, et il se détaillent à 10, 12 et 15 francs la livre.

Le scandale va-t-il durer ? Que l'on ne vienne pas nous dire que les frais généraux, etc., obligent les détaillants à majorer dans une telle proportion le prix de ces produits de première nécessité. Cela est faux, archifaux, car il est certains détaillants — ils sont peu, nous devons le reconnaître — qui ne sont nullement des philanthropes et qui réalisent de beaux bénéfices en vendant leurs marchandises à un taux de 20 et 25 0/0 meilleur marché.

Nous pourrions citer telle maison qui quo-

tidieusement s'approvisionne aux Halles, et fournit de la pomme de terre à 0 fr. 60 le kilo, alors que la même qualité est vendue cent mètres plus loin par un autre commerçant 0 fr. 80. C'est donc bien une preuve que la vie chère est bien l'effet d'une spéculation intensive, contre laquelle nous avons le devoir de nous élever.

Telle autre maison fournit du sucre à 3 fr. 60 le kilo sans perdre un centime — car il n'est pas dans l'habitude d'un commerçant de vendre moins cher qu'il n'achète — cependant que la boutique d'en face exige pour cette même denrée, sortie de la même raffinerie, 4 fr. 10 et 4 fr. 20.

Que fait le gouvernement ? Rien ! Il réunit des conseils, il nomme des commissions. Les ministres font des discours, et s'en vont demander à ceux-là mêmes, qui sont les premiers intéressés à ce que la vie augmente de bien vouloir les aider à rechercher les moyens propres à arrêter la crise dont nous souffrons terriblement.

Et pendant que tous ces fantômes banquettent en compagnie de tous les affameurs, la bourse officielle annonce qu'il y a une hausse de 10 francs sur le chou-fleur, de 50 francs sur le haricot vert, de 20 francs sur le navet et de 30 francs sur le poireau. Et le peuple paie, sans rien dire, sans protester, sans élever la voix.

Lorsque par hasard une baisse se manifeste en bourse, le consommateur ne s'en aperçoit pas, car les prix ne changent pas chez le détaillant, qui ne juge pas utile d'en faire profiter le consommateur.

Mais aujourd'hui, de difficile, la situation est devenue critique, il faut que cela cesse. Il est inadmissible que les asservis continuent à crever de faim alors que les services s'enrichissent.

Puisque tous les politiciens sont noyés dans leur incapacité, et n'ont aucun désir de mettre un arrêt brusque à ce régime d'arbitraire économique, il faut que le peuple s'attelle à la besogne et fasse rendre gorge à tous ceux qui le saignent, à tous les profiteurs, petits ou grands, qui affament le prolétariat et se rient de sa misère.

J. CHAZOFF.

Ce qu'ils disent et ce qu'ils font

Ce qu'ils disent à Paris

« Au contrôle capitaliste de la production nous OPOSSONS LE CONTROLE DES OUVRIERS. Et au contrôle de l'Europe par les banquiers américains, nous opposons les États-Unis de l'Europe ouvrière et paysanne. »

Discours de Doriot à la Chambre, le 25-8-24 (« Humanité », 26-8-24).

Ce qu'ils font en Russie

« En ce qui concerne l'organisation de l'industrie, je juge comme indispensable de s'en tenir aux bases déjà établies : une direction individuelle, une administration responsable et permanente, LA NON IMMIXTION DES COMITÉS D'USINES ET DE SYNDICATS dans la direction de l'entreprise, le paiement à la pièce et à forfait, le système des primes. »

Discours de Krassine, le 19 mai 1924, à Moscou (« Humanité », 5-6-1924).

La grève des Ministres au Bengale

Le Bengale est menacé d'une grève de ministres. Ceci est un fait sans précédent. Le Conseil législatif, considérant probablement que les pots de vin suffisent à assurer leur existence, a refusé par deux voix de majorité de voter les émoluments à servir aux membres du ministère. Le gouvernement veut user de son pouvoir et inscrire d'office ses émoluments au budget.

D'autre part, une déclaration officielle dit que si le Conseil refuse de voter les salaires des ministres ou ne vote que des sommes dérisoires, le Bengale se passera de ministres.

Et le peuple ne s'en trouvera probablement que mieux.

ÇA AUGMENTE TOUJOURS



CHÉRON. — Alors, ça ne va donc pas mieux, à présent ?

Chez les faiseurs de lois

On ferme

A la Chambre, comme au Sénat, décret de clôture.

Les pingouins et les phoques du Parlement s'en vont à la queue leu leu dans leurs provinces respectives, l'un emportant son masque et l'autre son mensonge !

Si les électeurs n'étaient pas les poires qu'ils sont de toute éternité, ils mettraient le nez de ces honorables dans le caca de leur vilénie !

Ils leur demanderaient pourquoi ils ne tiennent pas leurs promesses et pourquoi les actes législatifs ne suivent pas les discours du tréteau électoral.

Mais non. On boira des bocks, on supputera des succès éventuels dans des élections cantonales, on scrutera l'horizon politique et on oubliera la réalité terrible de la misère, de la coercition, de l'injustice...

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

AU SÉNAT

Séance du Matin

De Selves, important comme un proconsul de la République, ouvre la parole.

Raynaldi dépose un projet sur l'emploi du chèque pour le paiement des effets de commerce. La séance est sous le signe de Mercure.

On en vient à la discussion du projet de loi, retour de la Chambre, portant approbation du traité de Lausanne.

Gasser parle, Bompard pécore. Philip argumente, François Saint-Maur n'approuve pas.

De Monzie déclare qu'il préfère se taire et que seul le silence est d'or.

Herriot, enfin, intervient pour insister sur l'urgence qu'il y a à ratifier le traité. Lucien Hubert, président de la Commission, appuie le président du Conseil.

On vote. C'était couru : le projet de loi est adopté par 270 voix contre 20.

Alors, à petits pas, comme des vieux bien propres qui vont bien déjeuner chez Foyot, nos calmans de toutes couleurs s'en vont, et l'on entend les petits rires secs et les propos médisants de ces vétérans de l'élection.

A trois heures, après quelques formalités, on lit le décret de clôture.

Nos purs sénateurs, qu'on appelle conscripts, sans doute parce qu'ils sont patriotes, s'adjugent des vacances pour soigner leur gâtisme.

LE PROBLÈME DE L'ÉMIGRATION

Dans la « Vie Ouvrière » du 8 août, Racamond nous assure que le III^e Congrès de l'I. S. R. s'est fortement occupé de la question de l'émigration.

Cependant, nous sommes de ceux qui estimant qu'il ne suffit pas de s'occuper d'une question pour que celle-ci soit définitivement tranchée ; il faut avant tout, rechercher les moyens les plus propres à pouvoir la résoudre. Or, n'en déplaise à Racamond qui s'est mis en colère à la suite d'un pauvre petit écho que je lui avais consacré, j'ai eu beau tourner et retourner son article en tous les sens, je n'ai pu y trouver que cette formule : la création de bureaux de M. O. E. solutionnera le problème de l'émigration. Si la fille spirituelle de l'I. C. ne nous offre que ce remède, avouons que c'est plutôt maigre.

En effet, il ne faudrait tout de même pas que la classe ouvrière prenne modèle sur la bourgeoisie et fasse siennes les plus lourdes erreurs de celle-ci. Dans le système politique qui régit actuellement les peuples d'Europe, nous voyons au fur et à mesure qu'un mal se déclare, qu'un nouveau problème surgit des conditions mêmes de la vie économique, nous voyons les hommes qui sont au pouvoir créer immédiatement des organismes soi-disant de réglementation ou d'étude pour faire face à la situation, pour montrer aux administrés que l'on s'occupe au moins à faire quelque chose.

Cela nous a valu, depuis pas mal de temps, un bureaucratisme, un fonctionnarisme à outrance, dont nous pouvons apprécier tous les bienfaits aujourd'hui. Désorientés parfois devant la redoutable complexité des forces économiques déchaînées, sentant aussi tout le danger qu'offrirait pour eux le libre développement de ces forces, les gouvernants se sont ingéniés à construire un état-providence dont les rouages multiples et presque impénétrables donneraient au commun des mortels le sentiment, l'idée de la nécessité mécanique de l'Etat.

Les démocraties occidentales — il nous faut le reconnaître — crévent en ce moment, de pléthore administrative. Le grand mal de notre époque, c'est de confier le soin et la réglementation des questions économiques et sociales, à une bureaucratie hiérarchisée et irresponsable à tous les degrés. Ce mal, le capitalisme nouveau, né de la guerre de 1914-18, cherche à s'en débarrasser maintenant par tous les moyens.

Est-ce le moment que va choisir le prolétariat pour créer des organismes administratifs et incompétents — je répète incompétents — sur ce vaste problème qui est celui de l'émigration ?

Si cela se produisait, ce serait ma foi, fort peu rassurant et, pour son avenir historique, et pour ses capacités de gestion, lorsqu'il sera parvenu à supplanter la bourgeoisie dans le domaine de l'organisation de la vie économique.

Les mouvements migratoires ont existé de tous les temps. C'est là une des nécessités de la grande loi barbare et inflexible de la lutte pour la vie.

Ces mouvements furent aussi l'origine de presque toutes les guerres.

Le capitalisme, lui, s'inquiète fort peu du problème de l'émigration et de l'immigration, puisque dans les deux cas, il ne peut qu'en retirer avantage. Aussi, s'en désintéressera-t-il toujours, à moins que, redoutant son propre prolétariat et n'ayant nul besoin de main-d'œuvre étrangère, il n'agisse comme le capitalisme américain à l'égard du Japon.

Par contre, la classe ouvrière, elle, se trouve directement touchée et atteinte par ces mouvements de migration. Dans un

pays comme la France, où la main-d'œuvre étrangère atteint déjà un taux disproportionné, où le nombre d'étrangers se chiffre pour ainsi dire, par millions, c'est pour le prolétariat français un des plus graves et des plus redoutables moments de son histoire et aussi de son existence de classe.

Nombre de politiciens qui, par les chemins de la plus affreuse misère et de la plus dégradante des servitudes, rêvent de prendre le pouvoir et de transformer la société à leur image — ce qui, soit dit entre nous, n'est pas un signe de progrès — sont partis dernièrement en guerre contre la Fédération du Bâtiment. Cette branche d'industrie, frappée au cœur et annihilée dans son action, par l'afflux démesuré de la main-d'œuvre étrangère, ne s'était-elle pas avisée de préconiser des méthodes viriles pour sauver sa liberté et sa vie menacées ?

Aussitôt, tous nos bons internationalistes qui, sans doute, ne souffrent guère du chômage, et n'ont jamais usé leurs semelles sur le pavé parisien à la recherche d'un exploiteur et d'un salaire, de crier au chauvinisme et au nationalisme.

Il est, certes, très facile et fort commode de se draper dans le manteau de l'internationalisme, lorsque l'on a bon gîte et bonne table, mais cette doctrine ne séduit guère celui qui, le ventre creux et les poches vides, est obligé de faire de la poussière, de marcher dans le vent et la nuit, parce que des inconnus sont venus pour un salaire moindre, voler son propre travail dans sa propre région. Au-dessus des doctrines et des théories, il y a le pain quotidien à arracher d'abord ; il y a la vie immense et prodigieuse, souvent inhumaine de tous les jours. C'est pourquoi la Fédération du Bâtiment a raison de se défendre, de vouloir retourner la violence brutale du syndicalisme révolutionnaire contre ceux qui, sans respect de la grande loi d'hospitalité, par inconscience et veulerie, se sont faits les chiens couchants du capitalisme français.

On aura beau arguer de l'ignorance des ouvriers étrangers. Cet argument ne tient pas debout. La défense de classe d'abord et, avant tout, la défense de classe sur le terrain où elle peut être la plus efficace, c'est-à-dire sur le terrain régional ou national. Et quand des travailleurs ne sont pas capables de se défendre contre leur propre capitalisme, il ne leur appartient pas de venir arieter leur lâcheté sous un contrat passé entre deux gouvernements capitalistes et de profiter de l'action plus virile des prolétaires d'un autre pays.

Quand on a l'amour-propre et la fierté d'être un producteur, on a tout de même le courage, surtout si l'on est étranger, de prendre part aux luttes de ses compagnons de misère et de ne point passer pour un indésirable.

On nous dira encore que nous avons pour devoir de former une conscience de classe à ceux qui viennent d'au-delà les frontières. Nous avouons humblement que cela est au-dessus de notre tâche, et que chaque prolétaire doit, lui-même, travailler à sa propre éducation économique et sociale.

Quiconque n'a pas su comprendre l'idée et le sentiment de classe dans son propre pays, ne pourra jamais le comprendre ailleurs. C'est une vérité cruelle, certes, mais c'est une vérité. Puisse-t-on les internationalistes pour la forme, s'en convaincre !

Je n'ai pas la prétention de vouloir résoudre le problème de l'émigration. Cependant, comme nous vivons au milieu des formes mêmes de l'exploitation et du système capitalistes, nous devons en subir les lois et les rigueurs. Or, que fait le capitalisme d'un pays pour se défendre contre la concurrence des autres capitalistes ? Ceci : il établit des barrières commerciales, des barrières de tarifs, pour que les produits étrangers n'arrivent pas sur le marché national à un taux plus réduit que les siens propres. C'est ce que l'on appelle le système protectionniste.

Or, il devient évident — puisque, encore une fois, c'est l'économie capitaliste qui domine le monde — que les moyens de défense employés par le capitalisme doivent également servir pour le prolétariat. C'est du nationalisme sans doute, et beaucoup de bonnes âmes nous le reprocheront ; nous nous consolons en songeant que ces estimables personnes n'ont jamais rien compris aux vastes problèmes qui se posent aujourd'hui avec plus d'acuité que jamais.

Il faut, une bonne fois pour toutes, nous pénétrer de cette réalité : les forces économiques nous écrasent, nous ne pourrions leur résister avec succès que si nous nous en servons à notre tour, tout comme la bourgeoisie.

Si le capitalisme a institué des lois de protection contre les produits des industries rivales, ce n'est pas par chauvinisme national — car personne n'est plus internationaliste que les manieurs d'argent et les brasseurs d'affaires — mais uniquement parce que le système politique des démocraties d'Occident ne permet pas l'application du système libre-échangiste.

D'où l'impérieuse nécessité pour tous les capitalistes de se replier sur eux-mêmes, de contenir dans le cadre national, de subjuger en un mot, l'essor des forces économiques.

L'examen de toutes ces questions étant fort compliqué, je remettrai à demain la fin de cet article. Je demanderai également au mitron qui m'accuse de jouer à la belotte et d'être un professionnel du macadam, de bien vouloir me suivre sur ce terrain et de réfuter ma thèse autrement que par des inepties. Mais, par hasard ! ne serait-ce pas trop que lui demander cela ?

J. BAILLOT.

UNION ANARCHISTE FRANÇAISE
(Groupe Pietro Gori)

Le Samedi 30 août, à 20 h. 30, Salle de la Bellevilloise, 23, rue Boyer (Métro Martin-Nadaud).

SOIRÉE ARTISTIQUE DANSANTE
ANTIFASCISTE FRANCO-ITALIENNE

Aux Camarades, aux Amis,

L'époque que nous traversons est grave, et nous devons tous être prêts aux sacrifices.

Pour accomplir notre tâche, nous avons donné notre cœur, mais il faut aussi de l'argent.

Voilà pourquoi nous organisons notre Fête dont les bénéfices serviront à la propagande contre le fascisme assassin.

Vous viendrez très nombreux, nous y comptons.

Nos sentiments fraternels.

La Commission.

Sébastien Faure et Virgilia d'Andréa apporteront le salut aux camarades.

Chronique d'Outre-Rhin

Je trouve tout d'abord inexacte — ou pour le moins exagérée — l'opinion citée par H. Zisly dans sa dernière chronique, qu'en Allemagne il n'y avait guère que de la littérature nationaliste. Elle existe, certes, hélas ! mais ni plus ni moins qu'en France, et il faut bien dire que là-bas il y a des livres, des revues, des journaux d'art humain et de pensée internationale, autant sinon plus qu'en France. Pour les trouver, il faut seulement aller aux sources et ne pas s'en tenir aux étalages de certains libraires et à la grande presse. Mais n'en est-il pas partout ainsi ?

J'ai assez peu de documents sous la main ici. Je ne reçois plus *Der Syndikalist*, organe de la F. A. U. D., adhérent à l'A.I.T. de Berlin, trop cher, malheureusement. Au prix du numéro viennent s'ajouter les frais d'envoi de plus en plus élevés et peut-être cette hausse est-elle préméditée pour rendre plus difficile les relations internationales entre les pauvres bougres de tous pays. Cela n'aurait rien d'inévitable.

J'ai là deux numéros de *Der Freie Arbeiter* (le Travailleur libre), organe anarchiste communiste, avec le titre énergique souligné de deux fortes mains brisant un fût et de la devise : « Savoir et vouloir ». Ce que j'y prête, c'est, outre quelques bons articles de tête, le feuilleton littéraire et les nouvelles du mouvement anarchiste international. On est assez bien au courant à Berlin du mouvement français. L'inverse est-il vrai à Paris ?

Ce m'est toujours un grand plaisir de lire *Die Aktion*, la revue communiste, mais point asservie aux bolcheviks, de Franz Pfemfert, qui fut l'ami de Liebknecht. Il eut une attitude courageuse durant la guerre et dès le début (un livre, en 1914-16), sa revue et toute son action en témoignent.

Le dernier numéro que j'ai sous les yeux, pour le dixième anniversaire de la guerre, est formidable. Au moment où tous ces radicaux, socialistes et communistes, au pouvoir ou désirant y parvenir, sont pacifistes à qui mieux mieux, en Allemagne comme en France et ailleurs, *Die Aktion*, par quelques photos suggestives et de nombreux extraits d'articles de leurs journaux pendant les années 1914 et suivantes, nous montre comment ces messieurs ont tenu pendant la guerre.

Quelques parallèles cinglants entre des écrits d'avant, pendant et après guerre. Pacifisme, esprit cocardier et à nouveau pacifisme jusqu'à la prochaine ! Il faut nous méfier et mettre tout le monde en garde contre ces types-là, autant et plus que contre les nationalistes avoués avec lesquels au moins on sait à peu près à quoi s'en tenir.

Personne en France, Ermenonville par exemple complétant ainsi heureusement son œuvre, ne pourrait-il faire cette même besogne ? Cela sans oublier les littérateurs français correspondant aux Hauptmann, Dehmel, Schickel, etc., de là-bas. Il y a des écrits, il n'en manque pas malheureusement, mais qui auraient besoin d'être rassemblés.

Il serait trop long de citer ce numéro si fourni. Je veux seulement montrer un exemple de chaque sorte :

Une photo représente MM. Scheidemann, David, Koster, Ebert, Stiecklen à un mess d'officiers, tenant « jusqu'au bout », le sourire aux lèvres.

D'autres aussi typiques...

Des articles de toutes sortes, des vers (?), des chants (?) déformant systématiquement la vérité. Dehmel salue pieusement le drapeau (lui qui avait écrit de si belles choses avant guerre (voir Anthologie Guillebaux, chez Figuière), tandis que G. Hauptmann, affirme que « la charue ne pourra plus labourer avant qu'il ne soit transpercé » (!), etc., etc. Quiddé, von Gerlach et autres, sur lesquels on s'est apitoyé en France dernièrement, ne furent pas exempts de cette folie guerrière.

Pfemfert appelle ce pacifisme allemand de 1924 celui de la guerre perdue. En France, est-ce celui de la guerre gagnée ? En tout cas, il ne vaut guère mieux. Les nationalistes français pourraient faire état de cette débauche de folie et de haine. Mais ils s'en gardent bien. Car nous avons aussi nos guerriers en pantoufles.

Ne comptons que sur nous-mêmes et combattons chacun les nôtres, conformément à cette bonne méthode qui consiste à balayer chacun devant sa maison, si nous voulons la rue un peu plus propre.

Ceux qui voudraient se procurer ce beau numéro peuvent s'adresser à Franz Pfemfert, Verlag Die Aktion, Berlin-Wilmersdorf, 1 mark.

J'ai trouvé dans de précédents numéros, outre des documents et études sur l'Allemagne et la Russie particulièrement, une enquête que pourrait faire le *Libertaire* en France. Ne serait-ce pas bien d'emprunter une suggestion à nos « ennemis héréditaires » et même parfois adversaires d'idées (mais amis cependant par l'action vigoureuse qu'ils mènent) ?

Voici en substance : Chaque lecteur, en faisant précéder son exposé d'une devise, montre sommairement comment, par quelle évolution il est arrivé aux idées qui sont les siennes actuellement aux points de vue social, syndicaliste, politique, littéraire, etc.. L'étude séparée et d'ensemble des diverses réponses est du plus haut intérêt. Il y a des récits de simples ouvriers à qui le plus souvent c'est la guerre qui a ouvert les yeux, qui sont profondément émués dans leur simplicité.

On pourrait ajouter : Que faites-vous pour réaliser ces idées dans la mesure de vos moyens ?

Je fus peiné de la pauvreté faite de vague et de contradictoire de la dernière enquête menée par le *Libertaire*, comme je le suis parfois de celle de certains articles. Mais il ne suffit pas de s'en plaindre et de dire déshabillé que les libertaires ont le journal qui leur convient, non, il sera ce que tous nous le ferons et pour cela il faut s'y mettre tous. Que de fois on se contente de penser ou de dire quelque chose d'intéressant quand on pourrait l'écrire, le réaliser. Les Français ne pourraient-ils donner ici d'aussi intéressantes réponses que leurs amis allemands ? Voilà de la bonne émulation patriotique !

J'ai noté là une revue déjà ancienne, mais que j'ignorais jusqu'ici : *Die neue generation*, du docteur Hélène Stocker, ouverte à tous les problèmes humains intéressants, dans l'esprit le plus large, mais étudiant plus particulièrement la question sexuelle. C'est une revue très intéressante, que j'ai bien aimée. Je voudrais, une autre

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Je viens de lire un curieux article sur les intellectuels. Curieux, surtout, parce qu'il n'émane pas précisément d'un homme qui puisse revendiquer le titre de manuel ou même d'ex-manuel. Il est vrai que le journal qui l'a publié cherche surtout sa clientèle parmi les vrais ouvriers. Ceci explique cela.

Pour ne pas être accusé de m'exprimer par énigme, j'ajouterais que cet intellectuel repenté est le même qui avant guerre présentait l'anarchie comme une méthode de vie immédiate. Il fallait vivre sa vie, tout de suite, à n'importe quel prix — il y en a qui ont payé bien cher et payent encore — en reprenant par la force tout ce qu'il fallait pour cela. Tant pis pour les bourgeois et les brutes travailleuses leurs complices. Les uns et les autres avaient droit au même mépris.

La Révolution ? Une blague ! Les revendications ouvrières ? Pas intéressant ! Travailler ? Pouah ! Peut-on trouver occupation plus dégradante, pour des commentateurs de Nietzsche et de Stirner ?

Vous devinez qu'il s'agit de notre vieille connaissance Le Retif, devenu Victor Serge au service du gouvernement russe, ce qui l'oblige — pour vivre — à manifester pour les ouvriers une sympathie qui n'a d'égale que le profond dédain en lequel il tenait hier les abrutis complices du patron et comme tels bons à faire.

Donc, les intellectuels sont impuissants à faire quoi que ce soit pour le bien de l'humanité. Leur faillite en 1914 fut lamentable. Qu'ils soient chrétiens, pacifistes, socialistes, anarchistes, leur responsabilité dans le grand crime est aussi certaine que celle des chefs ouvriers qui trahirent la cause du prolétariat. D'ailleurs toute l'activité des savants, des philosophes, des éducateurs, etc., est dépensée au profit de la classe bourgeoise. Les uns inventent des gaz asphyxiants, les autres empoisonnent les cerveaux. Et ils ont le toupet de se poser en champions de l'esprit ! L'esprit qu'est-ce que c'est que ça ? Victor Serge le dit en ces termes :

« Ce n'est qu'un Mot. Un Mot menteur. Il n'y a pas d'esprit désincarné. Il n'y a sur la terre que des hommes qui peinent pour vivre, et d'autres qui vivent de la peine d'autrui. Il n'y a d'esprit que celui de ces hommes. La culture des idées n'est accessible qu'à ceux qui ont des loisirs, une éducation appropriée, des connaissances que l'on n'acquiert qu'à prix d'argent : à ceux qui, de façon ou d'autre, bénéficient de l'exploitation de toutes les travailleurs voués à l'ignorance et à l'inconscience. »

Tout cela est très vrai, bien qu'un peu exagéré, et laisse supposer que le pur Victor Serge, qui est un esprit très cultivé, a bénéficié jusqu'à ce jour de l'exploitation des ignorants travailleurs auxquels il donne ce précieux conseil :

« L'homme de l'usine, s'il ne veut pas recommencer l'expérience des tranchées, doit se mêler de philosophie et apprendre l'usage des grenades. »

L'homme de l'usine fera bien en effet de se mêler non seulement des philosophes dans les livres desquels il peut néanmoins trouver de quoi meubler son cerveau, mais surtout de cette catégorie de faux-manuels, d'intellectuels honteux, qui le flagorment, le montent en épingle, vivent de lui, en prélevant sur ce que lui laisse la rapacité patronale, la dime qui leur permet de vivre grassement sans produire autre chose que des mots et des sons.

Je ne dis pas qu'il ne soit pas nécessaire de connaître l'usage des grenades. Mais je pense que le résultat serait autrement intéressant si chaque exploité prenait en lui-même cette résolution formulée par Duhamel, et que cet acte Victor Serge en la trouvant « noble à souhait » malgré ce refrain agaçant : « moi, moi, moi !... »

« Je n'entends pas de pacifier le monde. Je veux me pacifier moi-même. Je me refuse à considérer la guerre comme un conflit de races, de doctrines ou d'intérêts économiques. La guerre est une affaire entre moi et toi. Limitant et élargissant le problème, je n'ai plus qu'un dessein : refuser à la guerre, en toutes circonstances, mon assentiment et ma collaboration. »

Je comprends que si chaque individu était résolu à refuser son concours et à défendre sa peau, les grenades disparaîtraient d'elles-mêmes. Mais cela ne serait pas conforme à la nouvelle stratégie révolutionnaire qui veut que tout se fasse au commandement.

Hommes de l'usine, méfiez-vous des intellectuels, et surtout de ceux qui par aventure voudraient se payer le luxe d'un refus individuel à participer au crime de la guerre ; car la révolte individuelle est vaine, impuissante, c'est un individualisme qui vous le dit !... Préparez-vous au contraire, faites l'agende et accordez votre confiance aux inébranlables ouvriers et paysans qui vont de Victor Serge à Cachin, en passant par l'avocat Berthoin, sans compter les ex-manuels de moindre importance mais de mêmes appétits. Ceux-là ne sont pas des intellectuels. Ce sont des membres de la grande corporation des doreurs. Des doreurs de mou !...

Pierre MUALDES.

Le Prince pose...

Photo d'un prince noir « M'as-tu-regardé », dans l'« Intran », avec ces mots en dessous : « le prince Shewington, héritier d'Abyssinie, se promène en Espagne. Le voici dans sa bibliothèque de Séville. »

Depuis la légende Pierre le Grand, tous les héritiers de trône, plus ou moins dégénérés, se baladent, avec les pépées de leurs sujets, soi-disant pour s'instruire. C'est le snobisme qui veut ça ! Mais la

plupart du temps, ces jeunots à demi coulois, l'étudier plus longuement et en donner quelques extraits peut-être, ainsi que d'une brochure de H. Stocker, *Eroilit und Altruismus*. Cela intéresserait sans doute beaucoup E. Armand. Mais nous en reparlerons !

Marcel WULLENS.

(1) Les charvres labourant (heureusement !) et notre héros ne fut pas transpercé (malheureusement !)

ronnés, en fait d'études, font la noce dans les capitales, aux frais de la princesse populaire.

Ce noir, prince d'Abyssinie, qui a l'air de dire à l'opérateur : « Dépêche-toi, j'ai un rendez-vous ! », ne doit pas faire exception à la règle.

○○○

Epinard juteux...

En fait-on du chichi autour de ce cheval de courses qui a fait déjà s'engloutir dans la caisse du Pari Mutuel bien des salaires ouvriers !

On nous annonce qu'il fait recette en Amérique, qu'on le soigne, qu'on le brosse, qu'on le dorlotte.

C'est tout simplement scandaleux, quand tant d'êtres humains manquent du nécessaire, gisent dans la malpropreté et n'ont rien à bouffer.

Notre temps, careasseur de gloires relâchées, de courtisanes luxueusement nippées, de chiens de luxe, de boxeurs idiots, de chevaux couverts d'or, d'histrions et de mimes littéraires et politiques, oublie la douleur et la souffrance et ne songe qu'au jeu cruel !

○○○

Pour être bien servi...

Il n'y a qu'à se servir soi-même. C'est ce que pense le citoyen Pilloud, notoriété orthodoxe des P. T. T. Le gaillard soigne sa réclame personnelle, sans doute, il veut être candidat du Bloc ouvrier et paysan.

C'est ainsi que, dans l'« Humanité », il y a à quelque temps, à propos des funérailles d'une victime du travail, le modeste et discret Pilloud écrit qu'il a « remarqué dans l'assistance » quelques militants, dont « Pilloud, secrétaire de la section de la Seine ». Et c'est signé : Pilloud.

Voilà un monsieur qui ne s'oublie pas dans la publicité gratuite. Il annonce à la foultitude des Beni-Oui-Oui qu'il s'est remarqué lui-même, avec ses titres et qualités.

Quand on a de l'ambition, il faut se faire mousser !

○○○

Une bonne solution.

Le Bloc des Gauches recherche, paraît-il, les moyens les plus propres à résoudre le problème de la vie chère. Nous voulons bien lui indiquer un moyen qui, mis en application, ne tarderait pas à produire d'heureux résultats. Il est déjà vieux, mais non point trop usagé, et les conventionnels de 93 ont su s'en servir avec assez d'efficacité.

Pour cela, il n'y a qu'à se réserver une place spéciale dans notre bonne ville de Paris, une place que l'on pourrait dénommer place de la Vie chère ou du vol légal, sur laquelle on élèverait une potence pour faire passer le goût du pain aux spéculateurs de toutes espèces qui nous rendent la vie si dure.

Il n'y a pas d'autres solutions que celle de faire une chasse à mort et de détruire sans pitié la vermine qui nous ronge.

○○○

D'Annunzio, imprésario de théâtre.

Le « Daily Express » publie une brève interview accordée par le poète à M. Morris Gess, le fameux impresario, qui était allé voir le poète dans sa villa de Gardone.

Gabriele d'Annunzio confia à l'interviewer qu'il était entraîné de construire un théâtre souterrain de quarante places, au prix de mille livres sterling chacune.

La folie entre dans sa phase aiguë.

Comment j'ai subi quinze ans de bagne

par

Antoine Mescion

Un ouvrage documentaire et poignant tout à la fois sur la vie dans les bagnes.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e). — Prix : 7 fr. 50.

CHEZ LES FASCISTES PARISIENS

Personne ne l'avale !

L'Action Française, par la plume de Léon Daudet, l'Italie Nouvelle par la plume d'un très transparent anonyme, se donnent du mal pour que l'on ajoute foi au mensonge que le gouvernement de Mussolini est un gouvernement exemplaire parce que dans l'affaire Matteotti il est allé jusqu'au fond, jusque contre ses protégés et ses « souteneurs ».

Comment peut-on soutenir une telle ignominie, quand on sait que le vrai et direct responsable de l'assassinat de Matteotti, ainsi que d'autres milliers et obscurs Matteotti, est justement le gouvernement de Mussolini ? On nous dira que ce n'est pas vrai. Mais il y a les documents qui parlent clair et qui sont irréfutables. Qui ne se rappelle les paroles de Mussolini aux funérailles de Bersavizi, le 31 mars 1924, à Milan ?

« Les responsables, disaient, ne sont pas seulement les assassins de Paris. Il y en a d'autres et ils sont jusque parmi nous : ce sont ceux qui, par des discussions intestines, aident l'ennemi. Responsables aussi sont ceux qui sont en train de recueillir dans tous les villages la chronique de violences insignifiantes pour monter l'opinion publique et armer le bras des criminels... »

« ...Je vous dis que dans mon esprit sont peut-être en train de mûrir les décisions graves et irrévocables. » (Applaudissements.)

Et dans le *Popolo d'Italia* du 3 mai : « Quant à Matteotti, vulgaire mystificateur, lâche notoire et ruffian méprisable, il fera bien de se tenir sur ses gardes : s'il devait lui arriver de se trouver, un jour ou l'autre, avec la tête cassée (mais vraiment cassée), il n'aurait certes pas le droit de se plaindre après tant d'ignominie écrite et souscrite. »

La détermination, de la part du gouvernement, d'en finir avec un redoutable adversaire politique est manifeste et ne laisse place à aucun doute.

Voilà pourquoi nous soutenons que le procès Matteotti finira en une bulle de savon, tant que Mussolini et compagnie détendront le pouvoir.

A travers le Monde

TCHECOSLOVAQUIE

UNE CONFERENCE JUIVE

La Deuxième Conférence Mondiale Juive vient de s'ouvrir à Karlsbad, sur l'initiative des groupements sionistes. Soixante-cinq organisations juives, représentant vingt-deux pays d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie y ont envoyé des délégués, et les colonies juives de Berlin, Hambourg, Vienne, Rome, Jérusalem ont envoyé des délégués spéciaux.

Il est regrettable que les Israélites se contentent dans les cadres du judaïsme et ne participent pas au mouvement social dans les pays qu'ils habitent. Nous n'ignorons pas qu'en certaines contrées, l'antisémitisme est encore menaçant et que les juifs sont souvent persécutés ; mais ce n'est pas en s'éloignant de la lutte qu'ils triompheront de leurs oppresseurs.

Les Juifs réclament une nation, et c'est une profonde erreur de leur part. Ils se sont libérés, au cours de leur vie vagabonde, des préjugés patriotiques, et de leur nation à l'heure où l'internationalisme pénètre de plus en plus les esprits, ce n'est pas faire montre d'un désir de progrès, mais d'impérialisme rétrograde.

Les Juifs sont malheureux et opprimés dans certains pays. Avec tous les parias du monde, qu'ils entrent dans l'armée des travailleurs, pour combattre leurs oppresseurs, qui sont aussi les nôtres.

Le sionisme n'est qu'une vaste entreprise commerciale, et les Rothschild en France, les Herbert Samuel en Angleterre, les Schiff en Amérique, ne sont que de riches financiers juifs qui semblent favoriser le mouvement national juif par philanthropie mais n'agissent, en réalité, que par intérêt.

L'ouvrier juif n'a qu'une cause à défendre : celle du prolétariat, et qu'un ennemi, le capital. Qu'il vienne donc, avec ses amis, de partout, grossir les rangs de tous les asservis, car, à Paris, à Berlin ou à Jérusalem, tant que la société ne sera pas transformée, il sera obligé de fuir pour grossir la fortune des parasites.

ANGLETERRE

VERS DE NOUVELLES ELECTIONS

D'après la « Westminster Gazette », les agents électoraux du Labour Party ont été engagés, par mesure de précaution, à se préparer pour une élection générale dans la première semaine de décembre. D'après ce journal, ce sont les différends manifestes entre MM. Snowden et Mac Donald, l'accord russe, les revendications croissantes des communistes, l'attitude des Trade Unions envers le plan Dawes, etc., qui poussent le gouvernement à procéder bientôt à une élection générale.

LE PROBLEME DU DESARMEMENT

Les « Daily News » écrivent : « Le problème du désarmement pour les grandes puissances ne peut-il pas se présenter avec la belle simplicité avec laquelle il apparaît au bon sens des intelligents citoyens des petits pays comme le Danemark ? L'existence des énormes armements actuels est un danger immédiat. Tout ou tard, ces vastes armées ou ces vastes flottes sont forcées de provoquer une nouvelle guerre, parce que les gens ne continueront pas à payer des sommes énormes pour quelque chose qu'ils n'utilisent pas. Nous espérons que M. Mac Donald achèvera dans ce champ d'action le travail qu'il a fait dans d'autres. S'il ne le fait pas, le reste est presque sans utilité. »

Comment Mac Donald, ou tout autre homme d'Etat, pourrait-il prendre position en faveur du désarmement, alors que l'un des premiers actes du gouvernement travailliste fut de mettre en chantier cinq nouvelles unités maritimes ?

Et puis, nous avons vu, lors de la dernière Conférence de Londres, que les gouvernements n'étaient que des pantins et des jouets entre les mains des financiers et des industriels. La question du désarmement ne peut se résoudre que par la volonté du prolétariat. Toutes les paroles pacifistes des diplomates bien intentionnés sont fatalement vouées à un échec.

SIAM

LA COURSE AUX ARMEMENTS

La course aux armements se poursuit partout et le Siam a également organisé une puissante force aérienne.

Nous pouvons en juger d'après les déclarations faites par le général Mitchell, directeur de l'aviation militaire aux Etats-Unis, qui a fait un assez long séjour à Bangkok : « Ce n'est pas sans surprise qu'on apprendra la création d'une splendide force aérienne siamoise. Elle comprend actuellement près de trois cents appareils et soixante-dix pilotes actifs. Deux cents pilotes de réserve sont, en outre, astreints à faire, chaque année, des vols d'entraînement. »

La grosse majorité des appareils sont de construction siamoise d'après des plans français. Les moteurs sont français et parfaitement au point. Je suis en mesure de l'affirmer, car j'ai pu effectuer de nombreux vols sur un de ces appareils durant mon séjour. »

Et c'est ainsi dans tous les pays, petits ou grands, que l'on s'arme en vue de la prochaine. Et l'on ose parler de paix !

ALLEMAGNE

LE REICHSTAG SERA-T-IL DISSOUT

C'est aujourd'hui que se livrera à la Chambre allemande la grande bataille autour du Plan Dawes. Il faut que le gouvernement obtienne une majorité des deux tiers, et l'on craint qu'il n'arrive pas à grouper autour de lui un nombre suffisant de suffrages.

Si le gouvernement ne trouve pas sa majorité c'est la dissolution, et les élections à bref délai.

D'après « l'Information », tous les partis politiques s'occupent activement, et commencent leurs préparatifs en vue d'élections probables, et pense que le gouvernement de M. Marx a des chances de sortir victorieux de la consultation populaire.

Le plan Dawes qui devait assurer la paix du monde, va, si cela continue, accentuer le désordre qui règne en Europe, si l'on considère les dissensions qui existent entre les différents groupes de chaque nation. Et ce n'est que le commencement.

LA SEANCE DU REICHSTAG SE TERMINE PAR UNE BATAILLE

Berlin, 27 août. — La séance tenue cet après-midi par le Reichstag comptera comme l'une des plus tumultueuses dans les annales parlementaires allemandes.

Un député démocrate ayant protesté contre une proposition communiste visant à l'amnistie des condamnés politiques, des communistes se précipitèrent sur lui. A demi assommé, le malheureux député dut être confié aux soins d'un médecin, tandis que les démocrates réagissant se ruaient à leur tour sur les communistes.

Populistes et socialistes s'engagèrent dans la mêlée, et les horions se distribuèrent pendant près d'un quart d'heure. Plusieurs démocrates furent malmenés ainsi que quelques socialistes ; mais par contre, deux communistes saignaient du nez, tandis qu'un troisième évanoui, gisait sur le parquet.

INTERVENTION DE LA POLICE

Un calme relatif ayant pu être rétabli, le comité des doyens exerça une rapide enquête, d'où il ressortit que la bagarre avait été provoquée par les communistes Epstein, Redmeyer et Grube.

Le docteur Waltraff, président du Reichstag, prononça en conséquence leur expulsion pour trois séances.

Les communistes mis en cause ayant refusé de quitter la salle, cette expulsion fut portée à six séances, puis à vingt, sur une nouvelle sommation infructueuse... ce qui ne les émut nullement.

Finalement on fit évacuer les tribunes, et on appela une douzaine de policiers. Ce ne fut que devant leur apparition que les communistes exclus quittèrent la salle, salués par le chant de « l'Internationale ».

La haine imbécile

Séparés depuis longtemps par une haine tenace, Hypolyte Sauron, 45 ans, père de quatre enfants, et Pierre Delorme, 62 ans, père de cinq enfants, se trouvaient face à face, hier soir, dans un champ près de leur domicile, au quartier Hauteville. Aussitôt, ils en venaient aux mains. Craignant d'être le moins fort, Delorme ouvrit son couteau et, de deux coups sous l'aisselle gauche, abattit son adversaire. Puis il vint déposer une plainte pour agression contre Sauron et alla se faire panser à l'hospice.

En recherchant le prétendu agresseur, les agents découvrirent le cadavre de Sauron complètement exsangue. Delorme, qui ignore encore la mort de son ennemi, a été arrêté à la sortie de l'hospice et écroué.

En peu de lignes...

— Noël Marcel, 25 ans, chauffeur d'auto à Courchevreny (Loir-et-Cher), essayait une motocyclette quand, à un tournant, il vint se jeter dans la devanture d'une pharmacie. Le crâne fracturé, il fut transporté à l'Hôtel-Dieu de Blois.

— L'automobile de la blanchisserie et teinturerie de l'Haon, conduite par M. Brunor, a écrasé rue Franel, à Deville-lès-Rouen, la petite Duflot, âgée de 12 ans, qui voulait traverser la chaussée avant d'être sous les roues.

— Un autre accident mortel s'est produit sur la route des Andelys, M. Emile Simon, entrepreneur en charpente a été renversé par une automobile conduite par M. Durand, boucher à Pont-Saint-Pierre. La victime est décédée quelques heures après à l'hôpital de Rouen.

— Germain Marrot, étant directeur de la Banque Populaire de l'Arige, avait accepté, sachant qu'ils étaient faux, des effets tirés, pour une somme de 47.000 frs, par un sieur Lalanne, garagiste à Foix, sur MM. Thévenot et Frayssé, entrepreneurs du Transpyrénaïque à Ax-les-Thermes.

Les effets ne furent jamais présentés aux commerçants tirés et le Conseil d'Administration de la Banque ne les connut que lorsque Lalanne fut déclaré en faillite.

Marrot fut relevé de ses fonctions et arrêté hier dans une exploitation forestière qu'il dirigeait.

— Un comptable du Royal Hôtel à Lille, nommé Dupré, 25 ans, profitait de sa situation pour majorer d'environ 10 % les fiches des voyageurs. Dernièrement, Dupré quitta son emploi pour se rendre, disait-il, à Paris. Aussitôt avertis son départ, on découvrit ses infidélités. On ignore encore le montant des détournements qu'il a commis.

— Cet après-midi, le corps d'un enfant nouveau-né du sexe féminin, paraissant avoir séjourné dans l'eau depuis une huitaine de jours, a été repêché au bassin aux pétroles, à Rouen. Le petit cadavre était en complète putréfaction. Une enquête est ouverte.

— Le parquet d'Aix s'est transporté ce matin à Carcassonne, contre minier des Bouches-du-Rhône, où la nuit dernière un attentat à la dynamite a été commis contre une maison habitée par des Italiens. L'explosion a détruit l'immeuble, mais n'a fait aucune victime.

— Hier soir, M. Lamarère, 45 ans, propriétaire aux Plétois, près la Salvetat, voulut, pour rejoindre ses vaches qui paçaient dans les champs voisins, sauter un fossé plein de vase. Il prit mal son élan et tomba dedans la tête la première. Lorsqu'on le releva, le malheureux était mort asphyxié.

— Tous les propriétaires de Narbonne ayant signé le contrat de travail, proposé par le Syndicat des ouvriers agricoles, la grève est terminée et les vendanges commenceront ce matin dans tout le Narbonnais.

Propos d'un petit homme

Dans la « Renaissance Politique et Littéraire », MM. Guy Lavaud et P. Souchon ont ouvert, on le sait, une enquête sur la révision de la Constitution.

Voici le récit de l'entrevue que leur a accordée M. Emile Loubet, ancien président de la République :

« Questionné par l'un de nous, M. Emile Loubet, ancien président de la République, nous a déclaré avec force :

« J'estime qu'il s'agit d'un acte d'imprudence d'amoindrir une discussion sur un texte nouveau de la loi constitutionnelle. Il ne faut, à aucun prix, toucher à la Constitution. »

« — Que pensez-vous, monsieur le Président, des pouvoirs du président de la République ? Les trouvez-vous insuffisants ? »

« — Ils seront toujours trop grands, à mon avis. »

Les propos du petit bonhomme Loubet, tête de bois et nullité enrichie par le pouvoir, sont de minime valeur.

Constitution, gouvernement, Parlement, présidence, autant d'entités, autant de formes à supprimer, à proscrire, à détruire définitivement.

Tant que le monde sera hiérarchisé, le malheur et la misère régneront.

L'individu libre, dans un monde libéré : voilà le véritable avenir, la véritable révision de la « constitution » humaine !

En lisant les autres...

« La Fille Elisa »

Dans « Comœdia », cette note fort juste, au sujet d'un drame dont le sens social est toujours actuel :

« Je suis allé, une fois de plus, entendre la « Fille Elisa ».

Je fais partie du bataillon des messieurs grisonniers qui assistent, dans leur jeunesse, à la première représentation de l'ouvrage au Théâtre Libre. Janvier, que je faisais entrer à cette époque à la classe de la Comédie-Française, n'avait donné son service !

L'impression que j'ai ressentie, hier, ne ressemble guère à celle que j'éprouvai il y a trente ans et plus ! La pièce a vieilli — mais elle empoigne encore. C'est l'interprétation qui, dans son ensemble, est faiblarde, malgré Mervist et malgré Damia.

D'ailleurs, que personne ne sorte, je ne vais pas vous offrir gentiment un second compte rendu du spectacle actuel des Folies-Dramatiques.

Ce qui motive cette note, le voici :

Je ne veux plus comprendre. Je me refuse, décidément, à admettre — car, désormais, il y a abus — l'habitude prise par tant de directeurs d'introduire, en cours d'action, dans une pièce, un « intermède » plus ou moins heureusement choisi ou composé.

La « Fille Elisa », interprétée par Damia, doit être Elisa et non Damia ! Lorsque — au second acte — Damia chante son réquiem, elle n'est plus Elisa, elle est Damia. Et, cependant, dans la suite de l'ouvrage, ce n'est point Damia qui tue le pauvre Tanchon, qui passe en Cour d'assises et qui doit finir ses jours dans une maison centrale ! Dès lors, le dédoublement du personnage et la pièce interprétée est inadmissible. L'un doit faire corps avec l'autre entièrement — et continuellement. Agir autrement, c'est nier le principe même de l'art dramatique.

Oui, on mêle inutilement et à tort la platitude de « ça-conc » à cette tragédie d'une humanité poignante.

L'Etrangleur de Lorde

Lisez-moi ça, du sire de Lorde, étrangleur de femmes au Grand-Guignol. Ça paraît dans l'« Intran », à la page cabotine :

L'« Etrangleur », est bâtie sur cette thèse que, sauf la torture, tous les moyens sont bons pour traquer le crime et faire avouer un coupable. Pourquoi le juge se prive-t-il volontairement de procédés scientifiques comme l'hypnotisme, par exemple, pour arriver à la découverte de la vérité ?

Pourquoi la loi (article 360 du code d'instruction criminelle) admet-elle cette chose monstrueuse qu'un assassin, acquitté faute de preuves, ne peut plus être repris ni condamné, pour le même crime, si on découvre plus tard qu'il en fut l'auteur ?

Le résultat de tous ces « accommodements humanitaires » avec les assassins, c'est d'augmenter la criminalité en France dans des proportions vraiment inquiétantes.

C'est ce que l'« Etrangleur » essaie de démontrer.

Ce petit auteur de théâtre qui veut restaurer la torture ! On devrait lui appliquer, pour lui faire avouer qu'il pond des inepties...

Manie testamentaire

« Paris-Soir » nous donne un écho sur les histoires de testament. Le voici. Nous nous contenterons d'ajouter qu'au point de vue libéral, « le tester » est un usage suranné qui, nous l'espérons bien, disparaîtra. Au demeurant, ces réflexions sont curieuses, comme indice de l'état d'esprit des confiseurs bourgeois :

Les histoires de testament, nous dit M. Léon Trébut, ont toujours été, à mode parmi les romanciers, les dramaturges et on aurait fort à faire si l'on voulait dresser une liste à peu près complète des romans dans lesquels un testament intervient à quelque moment du récit, comme un bienvenu « Deus ex machina ». Il semble cependant, assurent les « Nouvelles Littéraires », que jamais la formule testamentaire soit à la mode. « Le Labyrinthe », le dernier roman de M. Estanési, roule tout entier sur un testament trouvé, caché, perdu, retrouvé, déchiré, etc. Rappelons-nous le testament Bouchaballe de Max Jacob : « le Terrain Bouchaballe ? La plus récente nouvelle de M. Paul Bourget, qui vient de paraître dans un magazine illustré — « le Geste du fils », encore une histoire de testament. Le dernier roman de Rodolphe Bringer (car les auteurs gais eux-mêmes...), toujours une histoire de testament.

M. Treich cite beaucoup d'ouvrages où le testament joue un rôle important, mais il y en a tant, dit-il, que les six colonnes d'un journal n'y suffiraient pas...

M. Treich n'en est pas à une ligne près. Il suffit pour cela d'ouvrir son « Almanach des Lettres »...

Amis lecteurs, abonnez-vous !

MACHIAVELLISME MOSCOUTAIRE

Aux Syndicalistes des Cuirs et Peaux

Notre réunion d'aujourd'hui doit revêtir une importance particulière.

A l'ordre du jour, nous avons le Congrès Fédéral des Cuirs et Peaux et principalement l'Unité.

A propos de l'Unité, nous pouvons faire remarquer l'attitude équivoque de nos bons messieurs. Ecoutez Lozowsky, l'homme dont la bouche souffle indifféremment le chaud et le froid. Le 5 novembre 1922, manifeste de l'I. S. R. au Congrès de Bourges :

« L'Internationale syndicale rouge ne tient pas le moins du monde à supprimer la lutte de tendances. Non, les luttes d'opinion à l'intérieur des organisations sont indispensables ; elle sont utiles, mais elles doivent être limitées de telle manière que des différences d'opinions n'empêchent pas l'unité d'action. »

Au Congrès de Moscou de 1924, changement de décors. Ecoutez encore ce bon Lozo :

« ... Mais certains camarades répliquent : « Si nous luttons énergiquement dans les syndicats ce sera la scission ». Et, pour sauvegarder l'unité, ils adoptent une tactique opportuniste : on arrondit les angles, on observe un silence prudent, on intervient en évitant les expressions dangereuses, les mots blessants, etc... C'est là une tactique qui n'est pas communiste, jamais le souci de l'unité ne doit nous faire renoncer à la tactique communiste. Notre ligne de conduite est nettement définie, nous la défendons, nous la réalisons par tous les moyens disponibles. »

On comprend, devant de telles contradictions, que nous soyons sceptiques. Ces gens-là aiment l'unité comme le loup aime l'agneau.

L'unité ne peut être et ne sera jamais réalisée que lorsque notre action aura éliminé sans retour tous les politiciens.

La minorité des C. et P.

N.-B. — Réunion ce soir, jeudi, à 20 h. 30, Bourse du Travail, salle des Commissions, 4^e étage.

LES CINQ FRANCS MENSUELS du quotidien anarchiste

PREMIERE LISTE DE LA 5^e TRANCHE

Reçu par l'Administration :

Roul (2) ; Jeanne Lebras ; Anonyme ; Un Bon-Tempier (2) ; Germaine Linhaud et son copain (2) ; Simon (2) ; Emile ; Wullen (2) ; Jean N... ; Cousin ; Les Camarades de Bruxelles, versé par Canardo (41 fr. 25) ; Un Hors la Loi ; Suire ; Paul, Charles et Louis Mengler (3) ; Muller ; Ceinture ; Pommier ; Pollin ; Marcel Perilleux ; Carroué ; Lecomte Henri ; Deguy ; à Billancourt ; Félissé (2) ; Maître ; Cayard ; Quémener ; Géo Robert ; Odin ; Sabnet ; Bruchoux ; Du-charme ; Lefour ; Onorio (2) ; Chabanis ; En passant ; J. G. (2) ; Somme reçue de Sartrouville (100 fr.) ; Trois Tiliers de chez Boulogne (2) ; Dryburgh, à Saint-Denis (2) ; Bosetti ; Carré Emile ; Allons, les Copains de Romainville (2) ; Albert, à Saint-Yan ; Nicolé ; à La Rochelle (2) ; riga (2) ; Moeller ; Deux Mécaniciens ; Pons ; Dubois H. Y. ; Torres ; Robert Dulud (2) ; Voisin Jean-Marie, à Lyon (2) ; Marius et Blanche (2) ; Lenteine ; Lestienne ; J'men fiche ; Normand Louis et Suzanne (2).

Reçu par Chèques postaux :

Nievelgel, à Clermont-Ferrand (2) ; Montgon, Ferré (2) ; Baillo, à Perpignan ; Polhard ; Rullère ; Bernard ; Chabanis ; Tournèbe ; Soulier ; à Saint-Etienne, versé par Bénédict (6) ; Saura ; à Laruns (2) ; Albertini et Santini (2) ; Lamazère, à Airmaures ; Boncourt ; à Moulins (2) ; François Albert, à Saint-Yan ; Nicolé ; à La Rochelle (2) ; Groupe de Harnes (4) ; Menu Pierre ; Pons ; Bourgois (7 fr.) ; Laurent ; Godeau A. à Denain ; Andrieu, Villeurbanne (2) ; Coldeleme, à Marseille ; Daniel et Merlin, à La Rochelle (2) ; Berthon et Gayte, à Marseille (2) ; Régeasse, à Dammarie (2) ; Pech Albert, à Courson (3).

Total de la première liste : Fr. 708 25

COLPORTEURS ET MARCHANDS FORAINS

Grand choix de bonneterie, tissus et confections

Spécialités de chemises pour hommes khakis, gris

Articles pour forains

E. WOELTZEL

99 et 101, rue de Charonne, Paris 11^e

Téléphone : Roquette 22-64

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 28 AOUT 1924. — N° 70.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

DEUXIEME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

Cette caricature semble très impudique à Lucien, mais elle le fit rire. « Par les journaux, le Solitaire sous un dais promené processionnellement. — Le Solitaire, faisant écho à une presse, les ours blesse. — Lu à l'envers, étonne le Solitaire les académiciens par de supérieures beautés. » Lucien aperçut sur une bande du journal un dessin représentant un rédacteur qui tendait son chapeau, et dessous : *Finot, mes cent francs !* signé d'un nom devenu fameux, qui ne sera jamais illustre. Entre la cheminée et la croisée se trouvait une table à secrétaires, un fauteuil d'acajou, un panier à papiers et un tapis oblong appelé *devant de cheminée* : le tout couvert d'une épaisse couche de poussière. Les fenêtres n'avaient que de petits rideaux. Sur le haut de ce secrétaire, il y avait environ vingt ouvrages déposés pendant la journée, des gravures, de la musique, des tabatières à la Chartre, un exemplaire de la neuvième édition du *Solitaire*, toujours la grande plaisanterie du moment, et une dizaine de lettres cachetées. Quand Lucien ent inventorié cet étrange mobilier, eut fait des réflexions à portée de vue, que cinq heures

eurent sonné, il revint à l'invalide pour le questionner. Coloquinte avait fini sa croûte et attendait avec la patience du factionnaire le militaire décoré, qui peut-être se promenait sur le boulevard. En ce moment, une femme parut sur le seuil de la porte après avoir fait entendre le murmure de sa robe dans l'escalier et ce léger pas féminin si facile à reconnaître. Elle était assez jolie.

— Monsieur, dit-elle à Lucien, je sais pourquoi vous vantez tant les chapeaux de mademoiselle Virginie, et je viens vous demander d'abord un abonnement d'un an ; mais dites-moi ses conditions...

— Madame, je ne suis pas du journal.

— Ah !

— Un abonnement à dater d'octobre ? demanda l'invalide.

— Que réclame madame ? dit le vieux militaire qui reparut.

Le vieil officier entra en conférence avec la belle marchande de modes. Quand Lucien, impatient d'attendre, entra dans la première pièce, il entendit cette phrase finale :

— Mais je serai très enchantée, monsieur, Mademoiselle Florentine pourra venir à

mon magasin et choisira ce qu'elle voudra. Je tiens les rubans. Ainsi tout est bien convenu : vous ne parlerez plus de Virginie, une savelleuse incapable d'inventer une forme, tandis que j'invente moi !

Lucien entendit tomber un certain nombre d'écus dans la caisse. Puis le militaire se mit à faire son compte journalier.

— Monsieur, je suis là depuis une heure, dit le poète d'un air assez fâché.

— Ils ne sont pas venus dit le vétérinaire napoléonien en manifestant un émoi par politesse. Ça ne m'étonne pas. Voici quel temps que je ne les aperçois plus. Nous sommes au milieu du mois, voyez-vous ! Ces lapins-là ne viennent que quand on paye, du 29 au 30.

— Et M. Finot ? dit Lucien, qui avait retenu le nom du directeur.

— Il est chez lui, rue Feydeau. Coloquinte, mon vieux, porte-lui tout ce qui est venu aujourd'hui en portant le papier à l'imprimerie.

— Où se fait donc le journal ? dit Lucien en se parlant à lui-même.

— Le journal ? dit l'employé, qui reçut de Coloquinte le reste de l'argent du timbre, le journal ?... — broum ! broum ! — Mon vieux, sois demain à six heures à l'imprimerie pour voir à faire filer les porteurs. — Le journal, monsieur, se fait dans la rue, chez les auteurs, à l'imprimerie, entre onze heures et minuit. Du temps de l'empereur, monsieur, ces boutiques de papier étaient à l'état par quatre hommes et un caporal, et ne se serait pas laissé emporter comme ça par des phrases. Mais aussi causé. Si mon neveu y trouve son compte, et que l'on écrive pour le fils de l'autre, — broum ! broum ! — après tout, ce n'est pas un mal. Ah ! les abonnés ne m'ont pas l'air d'arriver en colonne serrée,

je vais quitter le poste.

— Monsieur, vous me paraissez être au fait de la rédaction du journal ?

— Sous le rapport financier, broum ! broum ! dit le soldat en ramassant les feuillets qu'il avait dans le gousier. Selon les talents, cent sous ou trois francs la colonne de cinquante lignes à quarante lettres, sans blancs, voilà. Quant aux rédacteurs, c'est de singuliers pistolots, de petits jeunes gens dont je n'aurais pas voulu pour des soldats du train, et qui, parce qu'ils mettent des pattes de mouche sur du papier blanc, ont l'air de mépriser un vieux capitaine des dragons de la garde impériale, retraité chef de bataillon, entré dans toutes les capitales de l'Europe avec Napoléon...

Lucien, poussé vers la porte par le soldat de Napoléon, qui brossait sa redingote bleue et manifestait l'intention de sortir, eut le courage de se mettre en travers.

— Je viens pour être rédacteur, dit-il, et vous jure que je suis plein de respect pour un capitaine de la garde impériale, des hommes de bronze...

— Bien dit, mon petit pékin, reprit l'officier. Mais dans quelle classe des rédacteurs voulez-vous entrer ? répliqua le soldat en passant sur le ventre de Lucien et descendant l'escalier.

Il ne s'arrêta que pour allumer son cigare chez le portier.

S'il vient des abonnés, recevez-les et prenez-en note, mètre Chollel. — Toujours l'abonnement, je ne connais que l'abonnement, reprit-il en se tournant vers Lucien, qui l'avait suivi. Finot est mon neveu, le seul de ma famille qui m'ait adonné ma position. Aussi quiconque cherche querelle à Finot trouve-t-il le vieux Giroudeau capitaine aux dragons de la garde, parti simple cavalier à l'armée de Sambre-et-Meuse, cinq ans maître d'armes au 1^{er}

hussards, armée d'Italie ! Une deux, et le plaignant serait à l'ombre ! ajouta-t-il en faisant le geste de se fendre. Or donc, mon petit, nous avons différents corps dans les rédacteurs : il y a le rédacteur qui rédige et qui a sa solde, le rédacteur qui rédige et qui n'a rien, ce que nous appelons un volontaire ; enfin le rédacteur qui ne rédige rien et qui n'est pas le plus bête, il ne fait pas de fautes celui-là, il se donne pour un écrivain, il appartient au journal, il nous paye à dîner, il flâne dans les théâtres, il entretient une actrice, il est très heureux. Que voulez-vous être ?

— Mais rédacteur travaillant bien, et, partant, bien payé.

— Vous voilà comme tous les conscrits, qui veulent être maréchaux de France ! Croyez-en le vieux Giroudeau, par fil à gauche, pas accéléré, allez ramasser des clous dans le ruisseau comme ce brave homme qui a servi, ça se voit à la tournure.

Est-ce pas une horreur qu'un vieux soldat qui est allé mille fois à la gueule du brutal ramasse des clous dans Paris ? Dieu de Dieu, tu n'es qu'un gueux, tu n'as pas soutenu l'empereur !

Enfin, mon petit, ce particulier que vous avez vu ce matin a gagné quarante francs dans son mois. Ferez-vous mieux ? Et, selon Finot, c'est le plus spirituel de ses rédacteurs.

— Quand vous êtes allé dans Sambre-et-Meuse, on vous a dit qu'il y avait du danger.

— Parbleu !

— Eh bien ?

(A suivre.)

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Unité syndicale quand même

La crise que traverse depuis quelques années le Syndicalisme atteint aujourd'hui une phase aiguë. En dehors de quelques trop rares organisations qui marquent une activité réelle, il est facile de se rendre compte qu'une agitation chaotique, comme celle que nous constatons, démontre le marasme dans lequel se débat le Syndicalisme. Son impuissance s'aggrave du découragement de ses meilleurs éléments dégoûtés des procédés employés par les mercenaires politiques. Las d'attendre une solution qu'ils espèrent et qui n'est pas venue, ils se sont retirés. Ils ont eu tort, mais qu'y faire ?

Les causes principales du mal dont souffre le Syndicalisme découlent des méthodes de haine et de division introduites dans les syndicats par les politiciens, ceux du parti communiste en particulier.

Il est résulté de cela que cette perturbation, cette division, ont affaibli, anéanti le Syndicalisme. Cette situation, dont les causes et les responsables sont trop connus pour qu'on s'attarde davantage à les maudire, mérite cependant d'être relevée pour attirer une attention sérieuse et soutenue de la part des militants sincères et convaincus.

Déjà ceux qui ont foi en la valeur d'éducation et d'action révolutionnaire du Syndicalisme n'ont pas manqué d'être inquiétés du péril menaçant sa vie, d'où leur souci constant dans la recherche des moyens d'enrayer au plus tôt ce danger ; l'inertie, la stagnation actuelles peuvent laisser croire que les résultats obtenus n'ont pas compensé les efforts faits. Ils sont cependant sensibles, mais ce mouvement de rénovation est hésitant et timide ; le doute, la méfiance embrument trop les esprits pour songer, espérer mieux.

Il faut s'efforcer de toute son énergie de convaincre les bonnes volontés de la justice de la cause qu'ils défendent, de la raison qu'il y a de sauver une œuvre semblable. Il faut détruire le doute, le scepticisme qui empoisonnent leur pensée. Ceux qui aiment le Syndicalisme et ont confiance en sa valeur réaliste et de transformation sociale, ne regrettent aucunement les efforts faits, les sacrifices consentis ; s'ils sont las, épuisés des manœuvres des politiciens, ils jugent sans ménagement les éternels donneurs de conseils. Ils estiment que si la critique est utile, elle ne doit pas être infime.

Pour ceux qui souffrent, ils croient que l'heure des critiques et des discours doit être close, pour que s'ouvre celle de l'action. Ils ne sont point des anges à qui le pain spirituel suffit, il leur faut une nourriture plus substantielle ; aussi ne font-ils point de quelques avantages matériels acquis sur le patronat ou sur l'Etat au cours de leurs luttes journalières. Leur impatience à vouloir réaliser tout de suite un peu de mieux-être peut sembler d'ordre matériel, mais il ne faut pas oublier qu'ils ne sont que des hommes pour qui la vie est dure et rude ; ils ne sont certes pas ennemis de l'éducation, du progrès, mais ils préfèrent la pratique qui aboutit à la science théorique dont on parle souvent mais qu'on n'applique jamais ; c'est ce qu'ils nomment la viande creuse.

La situation dont ils souffrent paraît mériter une solution prompt. Ils estiment avoir assez discuté ; d'autant plus qu'il n'échappe pas à leur esprit d'observation que l'amour exagéré et aveugle de la discussion est l'unique souci de certains professeurs plus portés à douter sans ménagement sur tout ce qui n'émane pas de leur personne qu'à apporter une aide utile. Ils ne sont pas davantage dupes des faux unitaires qui, sous des prétextes les plus fantaisistes, montrent une volonté évidente d'enrayer la marche d'une solution à laquelle ils aspirent.

Cette solution c'est l'Unité syndicale, la fusion de deux forces divisées qui se retrouvent au carrefour, conjuguent leurs efforts pour abattre l'obstacle et marchent vers un but commun. S'il est vrai que l'Unité est indispensable par rapport à une situation lamentable, s'en suit-il que le moyen soit parfait, exempt de torts, d'imperfections ? Sûrement non. Sans toutefois tomber dans le travers et l'exagération du danger dénoncé par certains, il est évident qu'il contient des complications qui nécessitent une attention sérieuse, un examen approfondi.

Après tout pouvons-nous être trop exigeants, avons-nous le choix des moyens, en est-il un parfait ? Si oui, qu'on nous le dise tout de suite, jusque-là les adversaires de l'Unité se sont contentés de formuler maints griefs, mais de solution point.

Des deux seuls moyens à notre portée : l'autonomie et l'Unité, qui visent l'un et l'autre à réaliser la fusion, l'Unité a l'avantage d'aller droit au but, de discuter sur place pour y rentrer après entente préalable ; au contraire, l'autonomie prend la position d'arrêt, d'attente, sans qu'on puisse en savoir la durée, ce qui ne manque pas de l'être assez inquiétant étant donné que la rupture de liens syndicaux, l'isolement, peuvent réveiller l'étroit corporatisme, l'égoïsme mesquin qui sommeille au cœur des individus.

Pas plus hier qu'aujourd'hui je ne m'illusionne sur les sentiments unitaires des états-majors, non plus que sur l'idéal des fonctionnaires, d'où résulte leur peu d'empressement à réaliser la fusion.

Malgré ces obstacles, je crois que l'Unité est réalisable car, au-dessus des chefs, je place les adhérents, dont une partie a pu être trompée et s'illusionner sur les méthodes qu'on applique en leur nom. L'intérêt des uns s'oppose au machiavélisme des autres.

L'Unité doit être profitable aux adhérents ; c'est donc à eux qu'il faut s'adresser si l'on veut vaincre les résistances, surmonter les difficultés. Ils ne font pas l'ombre d'un doute que les discussions continueront, que les thèses s'affronteront comme déjà elles le faisaient avant la guerre ; il est en tous les cas plus facile de s'entendre de près que de loin ; on a plus de chance de convaincre de l'intérieur que du dehors toutes portes closes.

On objectera que nous n'arrivons pas à nous entendre avec une partie des composants de la C. G. T. U. Il y a une nuance,

nous considérons les réformistes comme des adversaires parce qu'ils emploient des méthodes qui atrophient les forces du Syndicalisme, qui lient son indépendance. Tandis que nous considérons les syndicalistes communistes comme des ennemis parce que leur méthode, leur but, visent à la destruction du Syndicalisme. Qu'on évite de croire que je verse dans le réformisme, aujourd'hui comme hier, je suis convaincu de sa faillite, je place toute ma confiance dans l'action directe et crois que la lutte de classe doit être menée implacable si l'on veut réaliser la véritable mission du Syndicalisme révolutionnaire.

Contrairement à d'aucuns, je déplore la scission et estime qu'il eût été préférable qu'elle fut évitée. J'ai la conviction que si la C. G. T. U. avait, après sa création, conservé son allure d'action, son indépendance, et le respect de la Charte d'Amiens, elle n'eût pas manqué d'attirer vers elle tous les éléments vivants et actifs du Syndicalisme. Il n'en fut pas, malheureusement, ainsi par la faute des pseudo-syndicalistes qui aliénèrent l'indépendance et s'ordonnèrent le Syndicalisme aux directives du Parti communiste.

Aussi convient-il, pour éviter le retour d'une pareille calamité, de poser à la base même de l'Unité, la condition préalable et indispensable de l'acceptation intégrale et sans réserves de la Charte d'Amiens. Nos adversaires objecteront que les réformistes ne tiendront pas leur engagement de respect à l'égard de ladite Charte, mais au lendemain de la fusion serons-nous frappés de mutisme et impuissants ? Je ne le suppose pas. Certains gestes, certaines pratiques récentes ne sont guère de nature à relever la confiance à l'égard des réformistes ; on a le droit d'espérer que notre présence les empêchera ou les diminuera dans une large proportion.

Ainsi présentées, les perspectives de l'Unité ne sont pas des plus brillantes, mais l'alternative devant laquelle nous sommes placés ne nous permet pas de nous montrer trop difficiles. Ou bien, malgré ses imperfections, on réalisera l'Unité qui renforcera, je le pense, le Syndicalisme, ou on laissera la lassitude et les communistes continuer leur œuvre qui amènera à bref délai la paralysie et la mort du Syndicalisme. Cette perspective ne doit pas manquer d'être examinée très sérieusement ; elle amène les véritables défenseurs du Syndicalisme à réfléchir sans tarder.

Pour aussi ardu que soit le problème de l'Unité, il n'est pas insoluble. L'échec de maintes tentatives, pour aussi regrettable qu'il soit, n'infirme en rien son utilité ; sa nécessité, son urgence admises feront un devoir à ses partisans de tenter des efforts nouveaux. S'il n'est ni désirable, ni possible de réaliser l'Unité d'un seul bloc, par la tenue d'un Congrès confédéral mixte, peut-être le serait-il davantage par le canal des Fédérations d'industrie. C'est dans cette voie qu'il conviendrait de s'engager hardiment, sans se préoccuper des critiques acerbes qui ne manqueraient pas de se faire jour. Déjà la Fédération du Bâtiment a pris l'engagement de préparer à travers le pays un état d'esprit unitaire ; qu'elle réussisse, l'exemple ne manquera pas d'être contagieux.

Il faut donc orienter la pensée des adhérents et des militants dans ce sens, que localement, départementalement, régionalement, des rapports étroits s'établissent, que les rancunes, les faux amours-propres s'effacent, et peu à peu la confiance entre les exploités naît et se développera rapidement réalisable cette belle espérance ; qu'en toute circonstance des réunions communes s'organisent, qu'il y soit traité du sujet de l'Unité, et bientôt elle apparaîtra comme désirable à tous, et contraindra les organismes centraux, les réfractaires, à ne plus retarder les organisations des Congrès d'Unité.

Allons, les partisans de l'Unité, à l'œuvre ! montrez-vous vigilants, agissez sans tarder, laissez les habilement critiques à leur savant art, les théoriciens à l'analyse absolue de leurs formules compliquées, efforcez-vous de battre le rappel des forces éparses, de coordonner les efforts dispersés. Cessons notre piétinement, marchons, secouons nous l'inertie, agissons ! Après cela le temps se chargera bien de démontrer la valeur de notre expérience.

Malgré les difficultés, pour arracher le Syndicalisme à l'inertie, à la mort, réalisons l'Unité quand même !

LE PEN.

Une fête à Cormeilles

Le Syndicat de la région Argenteuil, Cormeilles, Bezons, la Maison du Peuple Argenteuil, la Section et la Jeunesse de Cormeilles-en-Parisis, la Section et la Jeunesse de Saint-Ouen organisent pour dimanche 31 août, au fort de Cormeilles, une grande fête champêtre, sous la présidence du camarade André Marty.

Au programme : Epreuves sportives (course cycliste (F. S. T.) et à pied (challenge féminin Antoine Ker) ; concert en plein air, théâtre de verdure ; grand bal ; attractions diverses.

Cette fête étant organisée par la Maison du Peuple d'Argenteuil, fusionnant avec les sections région Cormeilles, c'est à la gare de Cormeilles-en-Parisis qu'il faut descendre.

Train : départ Paris (Saint-Lazare), 9 h. 4.

Le ravitaillement sera assuré par la Coopérative d'Argenteuil.

Les Sections et Jeunesses sont priées de venir avec leurs fanions et drapeaux.

Voir en 3^e page :
AUX SYNDICALISTES DES CUIRS
ET PEAUX

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.
Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du Libérateur
10-12 rue Paul-Lelong, Paris.

LE CONGRÈS des Ouvriers Coiffeurs Unitaires

PREMIERE SEANCE

Il s'est ouvert lundi à Marseille, Le camarade Ravanier, secrétaire du Syndicat de Marseille, souhaite la bienvenue aux délégués et espère qu'un esprit de camaraderie sera dans toutes les discussions.

Il surgit un incident : le camarade Ravanier veut donner la parole au camarade Julien, lequel vient représenter l'Union Locale d'Unité, au lieu et place du camarade Charas, secrétaire de ladite Union, empêché par son travail. Le communiste Cordier monte sur ses grands chevaux, il demande et exige que le délégué soit syndiqué à la C. G. T. U. ; il prétend que cela est un affront à la C. G. T. U. Le camarade Ravanier précise que c'est en tant que délégué d'une organisation qui lie les confédérés et les unitaires. Une discussion sans fin se déroule. Le camarade Amar, dans un but d'Unité, propose le camarade Bouchefon, du Conseil de l'Union locale d'Unité. Le camarade Anzalic appuie la proposition Amar. Ravanier mène le combat pour que l'on accepte le camarade Julien, secrétaire de la Bourse du Travail. Bref, on vote. La proposition Amar est votée à mains levées. Le camarade Bouchefon prend la parole, il exprime les vœux traditionnels et regrette cet incident. Il fait l'éloge du camarade Julien sur sa conduite syndicale.

Le camarade Anzalic propose des vœux en faveur du Gouvernement russe et en faveur de l'amnistie intégrale en France. Le camarade Amar propose que les vœux pour l'amnistie soient joints et envoyés en Russie. On sent le vent et on laisse tomber les vœux. Nos moscovitaires refusent le combat ; ils marchent au doigt et à l'œil de la dictature.

Les commissions sont proposées par le bureau fédéral, c'est la cuisine. Le camarade Amar proteste contre cette façon de procéder et, seul, vote contre. Les Commissions sont élues.

Il faut dire qu'au début, il y a eu grande émotion chez les orthodoxes en constatant la présence du camarade Tixier, dont on connaît les démêlés avec les purs et les assommés dont il fut victime.

Les politiciens ont été stupéfaits de son apparition.

Nous les avons vu mettre le nez dans leurs papiers et on ignore s'ils se mouchaient ou s'ils cachaient leur surprise. La présence de Tixier a évité les cabales. En revanche, les moscovitaires ont cherché toutes les arguties, la procédure communiste entre en jeu ils contestent le mandat de délégué d'Alger dont est nanti Tixier. On lève la séance et les commissions se mettent au travail.

La commission des mandats valide le plus grand nombre, mais celui d'Alger revient sur le tapis ; une discussion d'une certaine violence s'élève. La commission décide d'entendre Tixier et Cordier. Tixier expose les saluts commises à son égard au syndicat de Paris. Les balbutiements de Cordier ne valent pas. Nous sentons la haine et le parti-pris contre Tixier. Le camarade Ravanier, avec tact et doigté, défend le délégué d'Alger. Nous lui en rendons hommage à lui qui ne partage pas les conceptions de Tixier. On passe au vote : trois voix pour l'admission, une abstention et une voix contre.

Nos purs qui avaient eux-mêmes désigné la commission des mandats sont atterrés.

DEUXIEME SEANCE

Comme toujours, le Bureau Fédéral est à son poste de combat et soutient ses soldats rouges. Un pur parmi les purs propose une revue rouge de cartes confédérées ; cela dans le but de faire partir quelques camarades syndicalistes de Marseille.

Le camarade Ravanier proteste avec véhémence et répond des camarades présents ; il est soutenu par les camarades Tixier et Amar. La revue rouge des cartes tombe à l'eau.

Anzalic propose d'exclure la presse bourgeoise du Congrès. Amar déclare qu'il faut que tout le monde sache que nous existons et il fait connaître qu'à Marseille la presse locale a toujours rendu service à l'action corporative.

Ravanier dit que si nous excluons la presse bourgeoise, il faut aussi exclure la presse lafayettiste, ce qui peut nuire à l'Unité.

Une motion Cordier propose un communiqué aux journaux. Adopté, 2 voix contre et 1 abstention.

La discussion reprend sur la motion Anzalic qui adresse un salut aux seigneurs du Kremlin. Une forte controverse s'engage. Amar réclame que l'on exprime une demande de libération des emprisonnés de Russie. Cordier défend les dictateurs. Tixier demande le renvoi de la motion après rapport du délégué en Russie. Adopté.

Roger, rapporteur de la Commission des mandats, déclare que 30 syndicats sont validés, puis 2 sont admis après explications.

D'autres délégués doivent arriver. Cela fait que 38 syndicats sont représentés.

Le mandat Alger est validé, mais la question de son délégué est reprise par Chagnier, des Jeunesses Communistes ; il réclame la perfection, et il renie son vote à la commission des mandats, il évoque des statuts. C'est la ficelle blanche.

Ravanier, avec logique, prend la défense du délégué d'Alger. Il argumente sur le droit syndical et contre le parti-pris. Il demande l'application des statuts envers tous les mandats incomplets. Tixier se défend avec courage. Doyen se démente, et il renue les troupes orthodoxes.

Le délégué de Toulon prend la parole pour regretter son vote à la commission des mandats. Ravanier reprend et dit qu'il se retirera si Tixier est refusé. Une proposition de neutralité de ce mandat est formulée. Tixier n'en veut pas.

Alors le coup de théâtre se produit. Cordier propose d'accepter le camarade Tixier. Voici sa motion :

« Le Congrès invite le camarade Tixier à se désolidariser publiquement de l'article injurieux paru contre Doyen, afin de régulariser sa situation syndicale, seule objection faite par le Syndicat de Paris ;

« Affirme sa confiance dans l'honnêteté et la probité de Doyen dans l'accomplissement de ses fonctions fédérales. »

Devant cette proposition, Tixier fait la déclaration suivante :

« Par respect pour le Congrès, en regrettant qu'une question de personnalité ait été posée ici, et afin de permettre aux congressistes de faire du bon travail, il n'a pas à être responsable de l'article du camarade Leroy. »

La commission des mandats comprend trois communistes : Bessière, Magnien, Lion ; un communiste exclu, Roger ; un syndicaliste, Ravanier.

Alger demande que son voyage lui soit remboursé comme à tous les délégués. Les communistes s'y opposent, sous prétexte que Tixier n'est pas représentant direct. Et pourtant Sinion, communiste, habite et est syndiqué à Versailles et travaille à Paris, contrairement aux statuts. Qu'importe, son voyage lui est remboursé, et on refuse de rembourser celui d'Alger. Justice orthodoxe. (La suite à demain).

Communiqués syndicaux

Fédération Unitaire de l'Eclairage et des Forces Motrices. — Réunion des membres de la Commission exécutive, ce soir, à 18 h. 30 précises, au siège, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Boulangers. — Les camarades détenteurs de cartes à souches ou de timbres sont priés de passer à la permanence avant le 1^{er} septembre, pour régler leurs comptes avant le contrôle.

Dans le Bronze. — Les camarades syndiqués auront à cœur d'assister à la grande réunion du vendredi 20 août, à 18 h. 30, salle Bondy. La situation de la corporation et la propagande à y faire étant de toute nécessité, les responsabilités de chacun étant comprises, tout doit être mis en œuvre pour la réussite.

Ebénistes. — Conseil syndical ce soir, à 18 h. 30, au siège.

Chambre Syndicale Autonome des Métallurgistes. — Dorénavant, le trésorier tiendra permanence tous les jeudis, au siège, après dîner.

Ce soir, les collecteurs sont priés de venir régler leurs comptes pour permettre au trésorier de convoquer la Commission de contrôle.

Les camarades possesseurs de listes de souscription pour les marins du Havre sont également invités à les rapporter.

Métaux (Section du Bronze). — Assemblée générale de la Section ce soir, à 18 h. 30, salle Bondy, à la Bourse du Travail.

Papier-Charton. — Ce soir, à 20 h. 45, Maison Commune, 111, rue du Château, réunion corporative de la Brochure.

Vo l'importance de cette réunion, nous comptons sur la présence de tous les corporants.

Sieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Pas de Conseil ce soir.

Travailleurs de la Pierre. — Il est rappelé que, par décision de l'Assemblée Générale du 10 courant, les adhésions seront portées à 15 francs à partir du 1^{er} septembre 1924.

De plus, les camarades ayant appartenu à l'organisation et l'ayant quittée sans motifs plausibles depuis trois ans, seront tenus de payer leurs cotisations arriérées.

Terrassiers. — Ce soir, Conseil d'administration, 18, rue des Commissions, Bourse du Travail, 4^e étage.

Fédération des Jeunes Syndicalistes de la Seine. — Réunion au siège du Comité d'entente ce soir, à 20 h. 30. L'ordre du jour étant chargé et d'importantes décisions étant à prendre, chaque groupe doit être présent. La présente note tient lieu de convocation individuelle.

Minorité Syndicaliste Révolutionnaire de la Seine. — Le 29 août, réunion du Comité (deux délégués par syndicat et minorité syndicale), à 21 heures, petite salle des Travaux, avenue Mathurin-Moreau, premier étage.

Le rôle de l'Union locale ; les Jeunes Syndicalistes ; l'Unité.

Jeunesse Syndicaliste du Livre. — Réunion vendredi, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 3^e étage, bureau 31. Présence de tous indispensable.

P.S. — Les adhésions sont reçues.

Syndicat « l'Union des Travailleurs » de Croix-Wasquehal. — Dimanche prochain, à 9 h. 30, assemblée générale au siège, 2, rue de l'Ermitage, à Croix-Wasquehal.

Situation financière ; la Question du chômage ; Grèves en cours, Solidarité ; Proposition d'une subvention mensuelle au « Libérateur » pour sa page syndicale.

N. E. — Les camarades faisant partie de la Commission sont priés de passer demain chez le trésorier Volke.

DANS LE S. U. B. — CONSEIL GENERAL EXTRAORDINAIRE, ce soir, à 18 heures, bureaux 13 et 14. Tous les délégués de toutes les sections doivent être présents. Le camarade Couture, président de l'Assemblée Générale du 17 août, est convoqué d'urgence, ainsi que le camarade Claveri, des Peintres.

CHARPENTIER EN BOIS. — Réunion du Conseil syndical ce soir, à 17 h. 30, bureau 13, avant le Conseil général. Urgence.

MONTEURS-ELECTRICIENS. — Conseil syndical demain, à 18 heures, bureau 13, Bourse du Travail, 4^e étage.

ON DEMANDE compagnons bricoleurs, charpentiers en bois, peintres, ornemanistes, paveurs, dresseurs, serruriers, électriciens.

DIELECOURT et GALANDIN. — Lettres pour vous au bureau du S. U. B.

LE CAMARADE LACROISILLE doit passer d'urgence ce soir, au bureau du S. U. B.

SE RUEGA AL COMPANERO SAISENCH passe par la Libreria Internacional, rue Petit, 14, mañana jueves a las 6 de la tarde, para urgente.

PETITE CORRESPONDANCE

Armand Baudon, de Lagny. — Pourrais-tu me donner quelque chose pour le 1^{er} septembre ? Si oui, réponse par le journal ou poste restante n° 93. — Trappel.

J. S. Boudoux. — Passe au « Libérateur » prendre une lettre. Amities. — R. Dulud.

Lucien Bayot. — Ai mis C. A. au courant.

Jordan Boutitch est prié de passer chez May.

Henri Cottin. — Est-il possible de te voir à Paris, ou bien de correspondre ? — Sarnin.

Le camarade de Saint-Ouen qui, accompagné d'un autre, a vu Mualdes au journal, est prié de se mettre en relations avec Quélier Maurice, chez M. Sissile, 111, rue des Moines, Paris (17^e).

Goli Torquato est prié de voir Quélier ce soir, de 18 heures à 22 heures, 111, rue des Moines, Paris (17^e).

Morestan. — Je m'occupe de votre commande. — M. Jouot.

Le Menés, Trélaté. — J'envoie une partie de la commande. Envoie 150 francs si possible. La suite lundi ou mardi. — Jouot.

Camarade désirerait entrer en relations avec camarades habitant Amérique du Nord ou Canada. Ecrire à Marc Somur, 19, boulevard Galiéni, Bry-sur-Marne (Seine).

Germaine Linthaut. — Ton copain pourrait-il aider Maurice à poser un treillage autour d'un terrain, ce dimanche ou l'autre, en payant ? Perdu ton adresse. — Félicie.

Germaine Berton prie Chauschois et F. L. Lillo de venir au Grenier de Gringoire, ce soir, à 22 heures. Très urgent.

La Vie de l'Union Anarchiste

FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE

A tous les groupes

Le Comité d'Initiative de l'U. A. m'ayant désigné pour remplacer le camarade Réméringer à l'administration du « Libérateur » ; Le camarade Grégoire, membre du bureau de propagande demandant son remplacement parce qu'il est malade ; Arachart n'étant plus à Paris pour le moment ;

Il est nécessaire de reformer le bureau. Les groupes sont invités à discuter dans leur prochaine réunion : 1^o de l'opportunité d'un Congrès de l'U. A. ; 2^o de la formation d'un nouveau bureau, désigner le délégué au Comité d'Initiative, lui donner tous les renseignements demandés dans la circulaire précédemment parue.

Un comité d'initiative extraordinaire sera tenu dans une huitaine ; tous les groupes sont priés d'y envoyer leur délégué, même et surtout la banlieue.

QUETIER.

Paris et banlieue

Groupe du 20^e. — Ce soir, à 20 h. 30, réunion du Groupe, 28, boulevard de Belleville. Compte rendu du Comité d'Initiative ; Dispositions à prendre pour le prochain Congrès. Présence indispensable de tous.

Groupe Anarchiste Universitaire et des 5^e et 6^e. — Ce soir, à 20 h. 30, rue Lanneau, 6 (métro Saint-Michel), grand débat sur « le Malthusianisme et ses disciples ». En ces temps où les Pères lapins crient à la dépopulation, il est bon de connaître toutes les opinions à ce sujet. En conséquence, nous faisons appel à tous ceux qui s'intéressent aux grandes questions sociales, sans distinction de tendance et de classe, en leur assurant qu'ils seront les bienvenus parmi nous.

La réunion commencera par les comptes rendus de la semaine et on y envisagera la nécessité d'un Congrès anarchiste.

Groupe de Romainville. — Ce soir, réunion habituelle du Groupe, à 20 h. 30, salle de la Coopérative, rue Veuve-Aublet.

Mise au point de l'affiche concernant le meeting : Discussion sur l'organisation suivant les directives de la Fédération.

Groupe de Bourg-la-Reine. — Dimanche 31 courant, à 9 h. 30, Café du Centre, 80, Grande-Rue, Bourg-la-Reine, réunion.

Discussion projet Sigrist ; réorganisation de la bibliothèque. Présence indispensable de tous.

Groupe Libérateur d'Etudes Sociales de Saint-Denis. — ATTENTION A L'ESCROC ! Un individu se présentant sous le nom de Ritzler, grand brun, les yeux légèrement éteints, portant une barbe brune taillée en pointe, causant doucement et très peu, se disant typographe, se recommandant de camarades en vue.

Les groupes sont prévenus qu'ils devront recevoir cet individu comme il convient : c'est un escroc.

— Demain vendredi, à 20 h. 30, causerie par un camarade sur « l'Anarchie, l'Individu et les Groupements sociaux ».

Invitation cordiale à tous les lecteurs du « Libérateur ».

Aux Camarades Libérateurs et Sympathisants d'Alain-sous-Bois. — Au moment où les patriotes s'entrechoient dans notre localité, ne sentez-vous pas la nécessité d'un groupe libérateur puissant qui chasserait au loin ces rebus de cuisine rose et rouge.

N'oubliez pas, adhésions. Assistés nombreux à la constitution du Groupe d'Alain-sous-Bois, qui aura lieu samedi 30 courant, à 21 h. 15, ancienne maison Rouland, 9, avenue Jeanne-d'Arc, près de la gare. (Consulter la « Vie de l'U. A. » samedi matin.)

Province

Causeries Populaires de Lyon, 17, rue Marignan. — Vendredi, à 20 h. 30, causeries sur la Solidarité.

Les camarades qui désirent des cartes pour la fête du 14 septembre, à La Mouché, sont priés de venir en chercher, soit au 17, rue Marignan, tous les mardis ou vendredis, à 20 h. 30, soit chez Guilleminot, 123 bis, avenue Thiers, tous les jours.

Nous comptons sur la bonne volonté des camarades pour la réussite de cette fête.

Groupe d'Education Sociale de Maubeuge. — Tous les lecteurs du « Libérateur » de la région de Maubeuge sont invités à suivre nos réunions éducatives de près, tous les vendredis, à 20 heures, salle des Fêtes de Sous-le-Bois.

Les intéressantes conférences d'E. Armand nous ont laissé quelques bénéfices que nous emploierons pour d'autres conférences, avec sujets et orateurs variés.

Groupe Libérateur de Villars (Loire). — Un groupe libérateur espérantiste ouvrier étant en formation à Villars (Loire), les camarades intéressés sont priés de se mettre en rapports avec le copain A. Paléat, de Villars, lequel s'occupe de sa constitution.

Groupe « Terre et Liberté ». — Convocation des camarades et sympathisants pour demain, 20 heures, à Reims, local habituel, boulevard de la Paix.

Groupe Libérateur de Bordeaux. Bar des Sports, 39, rue des Augustins. — Nos conceptions sont ignorées, notre bel idéal anarchiste est méconnu ; des gens intéressés nous représentent sous un jour tout à fait défavorable.

Si vous voulez nous connaître, assistez à nos réunions bi-mensuelles.

Demain vendredi, le camarade Antoine Antignac traitera « des Théories anarchistes ».

Nous faisons un appel cordial aux militants des syndicats, aux camarades sincères nous disons : « Venez, vous aurez la certitude de vous expliquer sans crainte. De la discussion jaillit la lumière. »

Jeune Libérateur de Bruxelles cherche copain ou groupe dans même localité ou environs qui pourrait l'aider dans travaux de propagande et d'étude. Ecrire rue Louis-Blanc. — Delferrère.

Groupe d'Etudes Sociales d'Harnes. — Réunion du Groupe dimanche prochain, à 13 heures, chez Martin Magniez, 3, rue du Quai.

Une causerie sera faite par Hoche Meurant, sur « le Néo-Malthusianisme et les Anarchistes ».

Les copains des environs sont invités.

Communications diverses